Vol 12 # 47 • Du 29 mai au 3 juin 2019 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

MARCHE CONTRE LE VIOL !



Voir page 3

Les deux dernières victimes furent deux étudiantes de l'Université Quisqueya à Turgeau qui ont été violées à la rue Mont Jolie par des individus armés, dans la soirée du vendredi 17 mai. Démarrée devant les locaux de l'UNIQ, une foule formée de milliers de personnes a parcouru plusieurs rues en lançant des slogans hostiles aux dirigeants du Pays.

LA GRÈVE DES MAGISTRATS CONTINUE !



Voir page 3

Les différents tribunaux et Cours dans les 18 juridictions du pays sont restés paralysés et la grève ne sera pas levée, si les revendications ne sont pas respectées.

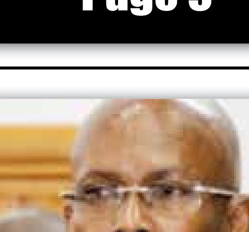
Miyami : Kominote Ayisyen nan Ti Ayiti andèy !

Page 6

English

Page 9





Ratification de Lapin, l'impasse se poursuit !

Page 8



Le Venezuela est une menace pour le système néocolonial mondial ». Interview de Charles McKelvey

Page 10



Mort de Kameleddine Fekhar et réaction du Parti ouvrier indépendant démocratique de France !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée-Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le seul avenir possible

Par Berthony Dupont

Monter un nouveau gouvernement sous la coupe de l'actuel exécutif haïtien, tel est la priorité des partisans du régime en place pour assurer la continuité de la corruption et renforcer le pouvoir phtkiste. Dans la même veine, une poignée de sénateurs de l'opposition jouant le rôle de mauvais larrons ne demandent pas plus que le cabinet ministériel soit au moins constitutionnel. Comme ils sont exigeants ces « constitutionnalistes » ! Comme ils croient prendre les gens honnêtes pour des canards sauvages ! Allons, un peu de décence, messieurs les sénateurs !.

Démarche qui laisse comprendre que ce qu'ils disent à haute voix ne sont pas tout à fait ce qu'ils veulent réellement. N'ont-t-ils pas d'autres intérêts qui les orientent, mais par manque de courage, ils ne peuvent les dévoiler ouvertement ? Sont-ils plutôt gênés de se montrer en lice avec les nantis qui jouent un rôle imminent dans l'appauvrissement des masses laborieuses tout en permettant à cette minorité de la classe moyenne de s'enrichir par la politique et de gaspiller les ressources du pays !

Ces dirigeants qu'ils soient de l'opposition ou du pouvoir ne sont que des agents patentés, des fantoches au service du système d'exploitation, le capitalisme. Ainsi, ils ne peuvent en aucune circonstance avoir un quelconque souci du devenir du pays. Cette race de politiciens de droite pourris, valets des puissances impérialistes ne font qu'inventer des manœuvres en coulisse pour étouffer toute possibilité de résistance populaire et barrer la route à un vrai changement.

Il est évident de dénoncer tout ce qui se passe dans le pays, de faire comprendre aux masses que cette catastrophe sociale est due à la débandade capitaliste. La montée de l'insécurité qui se fait maintenant accompagnée du viol en cascade n'est pas un phénomène surprenant. C'est le propre de ce système de terroriser davantage ses victimes. Ce système en déclin a provoqué et permis qu'une petite minorité d'affairiste s'enrichisse et gaspille ouvertement alors que la majorité populaire s'enfonce dans la pauvreté et la misère.

En ce sens, il ne peut y avoir aucune forme de dialogue avec l'ennemi de classe. Il n'y a aucune possibilité de dialogue entre les masses défavorisées de la classe ouvrière, la paysannerie méprisée et les dirigeants de la classe politique, compte tenu de la position de classe de ces derniers et du rôle qu'ils jouent dans le processus de déstabilisation systématique du pays. On ne dialogue pas avec les vendeurs de patrie qui exécutent les désirs de leurs patrons. On ne dialogue pas avec ceux qui sont totalement et complètement confortables avec l'occupation du pays. On ne dialogue pas avec l'ennemi déclaré qui fait feu de tout bois tout simplement pour vous détruire.

La situation du pays ne changera guère aussi longtemps que la domination impériale demeure pour saboter systématiquement le projet d'unité nationale au sein des forces réelles pour le changement. Il nous faut reconnaitre que cela fait partie intégrante d'une offensive présentement généralisée de l'administration américaine de Donald Trump à laquelle coûte que coûte tous les peuples en lutte pour leur libération ont immanquablement à faire face.

Le seul avenir possible dans cet état délabré est de faire échec aux déstabilisateurs. Cela est possible justement par la construction d'un parti de classe qui n'est qu'une nécessité historique pour unifier les actions des masses défavorisées, effacer les bêtises de cette bourgeoisie parasite et redresser les torts.

Le seul avenir possible réside dans la force organisée des masses appelée à se transformer en une marée de forte intensité capable de déferler ses vagues de changement sur le pays tout en emportant tous les responsables de sa ruine.

Cela implique l'urgente nécessité pour le peuple de prendre en main sa destinée afin de mener à bien la tâche historique et gigantesque qui l'attend. Le peuple haïtien se trouve face à un choix décisif : entériner le fait accompli caractérisé par une situation économique précaire qui de plus en plus se détériore par une très grande instabilité politique ou exercer ses facultés créatrices et militantes de lutte.

Il est de notre devoir de ne pas laisser passer cette occasion qui se présente. Jamais un tel choix n'est apparu aussi opportun, nécessaire, indispensable et urgent qu'à l'heure actuelle, il augure du seul avenir possible.

Marche contre le viol !



Arrêt de la marche devant le Ministère de la condition Féminine et des droits des Femmes



Marche contre le viol, tous les actes de violence et d'impunité



Le viol est un crime





Des citoyens et citoyennes marchent et dénoncent la violence sexuelle



Par Isabelle L. Papillon

Le dimanche 26 mai, des étudiants ont marché dans les rues de Port-au-Prince pour protester énergiquement contre les actes de viol et d'insécurité qui ravagent la capitale et dont sont l'objet les femmes, les jeunes filles et même des enfants.

Les deux dernières victimes furent deux étudiantes de l'Université Quisqueya à Turgeau qui ont été violées à la rue Mont Jolie par des individus armés, dans la soirée du vendredi 17 mai après leurs cours à l'UNIQ.

Démarrée devant les locaux de l'UNIQ, une foule formée de milliers de personnes a parcouru plusieurs rues en lançant des slogans hostiles aux dirigeants du Pays. Elle comprenait :

des étudiantes, des adolescentes, des universitaires, des personnalités politiques, des défenseurs de droits humains et de simples citoyen, munis de pancartes et portant pour la plupart des T-shirts blancs sur lesquels étaient imprimés des messages notamment « liberté pour les femmes, prison pour les violeurs », « Justice oui, violence non », « A bas l'impunité ».

Parmi les personnalités qui ont participé à cette mobilisation, citons entre autres le Recteur de l'université Quisqueya, Jacky Lumarque, la mairesse de Tabarre Nice Simon, la militante féministe Pascale Solages.

« Nous en avons assez des cas de viols et de l'impunité [...] La violence tend à s'installer comme un phénomène naturel et la société commence à cultiver une culture de tolérance vis-à-vis des agressions contre les femmes : il faut dire non ! » a crié, indigné, Jacky Lumarque.

Cette délinquance sociale qui s'installe dans le pays est la résultante d'un système d'exploitation qui quotidiennement viole, pille et assassine même les habitants de la classe populaire. Que cette marche ne soit pas la dernière, et que les organisations appropriées et révolutionnaires dénoncent régulièrement toutes les formes d'exploitation des masses populaires.

Arrivés à la place de la Constitution au Champs de Mars, les manifestants ont décidé peu après leur message aux autorités concernées de mettre fin à la protestation.

La grève des Magistrats continue !



Un tribunal vide

Par Marie Laurette Numa

La semaine dernière, les magistrats grévistes l'avaient annoncé: « si nos revendications ne sont pas respectées, la grève ne sera pas levée. » Aussi, elle se prolonge selon le juge Wando St Vilier, président de l'Association professionnelle des magistrats.

Le juge explique qu'il n'a reçu aucun signal de la part du gouvernement qui méprise les travailleurs de la justice en refusant catégoriquement d'honorer leurs engagements de l'accord signé avec le pouvoir judiciaire depuis novembre 2017. A savoir : payer les commissaires de gouvernement, intervenir dans la réparation des tribunaux pour améliorer les conditions professionnelles de travail des juges, respecter les attributions



Le Président de l'Association professionnelle des magistrats (APM), Wando Saint-Villier

du CSPJ.

En fait, les différents tribunaux et Cours dans les 18 juridictions sont restés paralysés pour la 8ème journée et les dirigeants de l'association des professionnels de Magistrats (APM) et de l'Association Nationale des Magistrats Haïtiens (ANAMAH) annoncent tout bonnement la poursuite de la grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Par ailleurs, les employés au ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE) sont toujours en grève depuis 2 mois, soit depuis le début du mois d'avril « Nos revendications ne sont pas satisfaites. Nous avons été amenés à maintenir la grève » a fait savoir Duvert Jean François, responsable juridique du syndicat des employés au MPCE.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Borby SUFFRA d'avec son épouse née Béatrice JABOUIN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune de Carrefour à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Johnny Jean pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi quinze mai deux mille dix neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Le Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Lucson JEAN CHARLES d'avec son épouse née Yvienne SIME pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Johnny Jean pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi quinze mai deux mille dix neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Le Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Curolo LOISEAU d'avec son épouse née Georges Farah MERONVILLE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Johnny Jean pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi quinze mai deux mille dix neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée

Le Greffier

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public entendu, Le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaitre, pour le profit accueille l'action de la demanderesse la dame Jean Winexor PERALTE née Germaine GERMAIN vu que cette demande est juste et fondée, admet le divorce des époux Jean Winexor PERALTE, née Germaine GERMAIN aux torts exclusifs de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil compétent de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement ; dit qu'un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet le sieur Jean Fruisner MONICE huissier de notre Tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens, vu la qualité des parties

Rendu par nous Me Emmanuel TATAILLE, Doyen du Tribunal de Première Instance de Petit-Goave, en audience publique civile de divorce de ce jour quinze décembre deux mille dix huit en présence de Me Eric Pierre Paul, Substitut commissaire de ce ressort assisté du sieur Christophe BONBON, greffier du siège.

Il est ordonné

En foi de quoi

Ainsi signé : Me Emmanuel TATAILLE Doyen et Christophe BONBON greffier

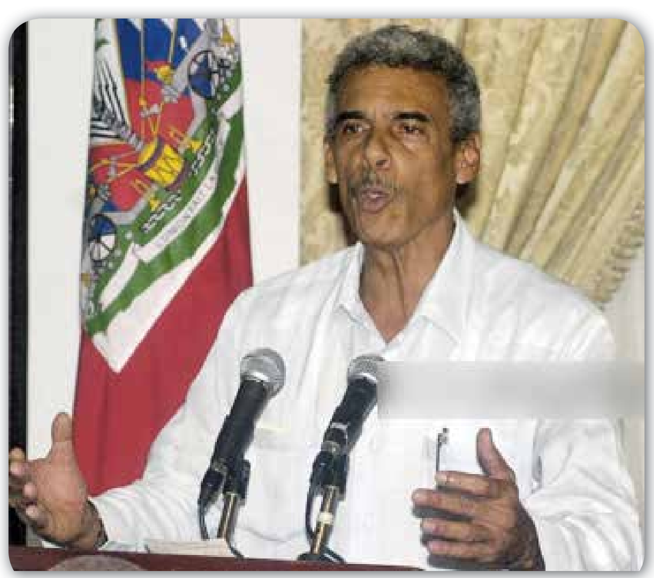
Me Fadael JOSEPH, Av

Un policier assassiné à Juvenat



L'inspecteur de police Jean Alix René, en poste dans la Grande Anse a été abattu de plusieurs balles à Pétion-Ville dans l'après-midi du dimanche 26 mai 2019 par des bandits armés.

Décès de l'ancien député Alix (Boulon) Fils Aimé !



L'ancien député de Pétion ville et de Kenscoff Alix (Boulon) Fils Aimé a rendu l'âme le mardi 28 mai à l'hôpital Bernard Mevs.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à audience du vingt-et-un juillet (21) juillet deux mille dix-sept (2017), pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame née Jilène LUCIEN d'avec son époux Winchel OCCIL pour incompatibilité de caractères. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Petite Rivière de Nippes de transcrire sur les registres à ces destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Morale Jean Pierre de ce tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Marideline PAUL, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt-huit (28) juillet deux mille dix-sept (2017) en présence de Me Kinsly BENJAMIN, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Emmanuel DESIR, greffier du siège.

Il est ordonné … etc.

En foi de quoi … etc.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal statuant au vœu de la loi, oui le représentant du Ministère public ; vu les dispositions de l'article 287 du code Procédure Civil, octroie défaut contre les assignés : Davidson DESTINVIL, Alabré Shella, n'ayant pas comparu ni personne pour eux, en dépit de la signification en date du vingt-six avril deux mille dix-huit et de la sommation d'audience en date du onze mai deux mille dix-huit ; pour le profit du dit défaut, déclare les époux Medilhomme Céus et la femme née Yolande Bouzi propriétaires de la propriété sise à l'endroit RESERVE dépendant de la section Petit Boucan, commune de Gressier, d'une superficie de mille cinq cent quarante huit mètres carrés quarante, borné au nord par Roger, au sud par le reste ; à l'ouest par une route et à l'est par qui de droit ; ordonne l'expulsion des assignés des lieux occupés ; condamne les assignés à verser aux demandeurs la somme de vingt mille gourdes à titre de dommages intérêts ; ordonne l'exécution provisoire sans caution ; condamne in solidum les assignés aux frais et dépens ; commet l'huissier Jean Garry Joseph pour la signification.

Donné de nous, Maudelaire Barthélus juge en audience publique et ordinaire du jeudi dix-septième jour du mois de janvier de l'année deux mille dix neuf, An 216ème de l'Indépendance , en présence de Pelagres T. Félicité Ernst substitut commissaire du gouvernement près de ce ressort, représentant du ministère public, assisté de Pierre Oussel Beauport, greffier en siège, ministère de Jean Gary Joseph, huissier immatriculé au greffe dudit tribunal.

Il est ordonné

En foi de quoi

Pour le Cabinet: Me Smith FLEURANT, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal sur les conclusions conformes du ministère public représenté à l'audience par Me Jean Marie POIERRE, S/ Commissaire du Gouvernement de ce ressort, , maintient le défaut accordé octroyé à l'audience du vendredi vingt-cinq janvier deux mille dix-neuf ; pour le profit se déclare compétent pour connaitre de cette espèce ; accueille favorablement cette action pour être conforme tant en la forme qu'au fond ; en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre le sieur Osny COULANGES d'avec son épouse Nadège CASTOR pour incompatibilité de caractères ; en outre renvoie le demandeur par-devant l'officier de l'Etat civil d'Aquin, pour la rédactrion de l'acte de divorce et la transcription du dispositif dans l'un des quotidiens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Whestern LEBLANC, Juge au Tribunal de Première Instance d'Aquin, en présence de Me Jean Marie Pierre, Substitut Commissaire du Gouvernement près du Parquet d'Aquin, assisté du sieur Lenz CASTOR greffier du siège, ce jour vendredi 9 mars 2019, An 216ème de l'Indépendance

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

Collationnée pour Expédition Conforme à la Minute

Lenz Castor, Greffier

PAR CES MOTIFS

Nous, Me Paul PIERRE, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi sept mars deux mille dix-huit (2018), après avoir délibéré conformément à la loi, le Ministère Public entendu : nous déclarons compétent pour entendre cette affaire; accueillons l'action de la demanderesse pour être juste et fondée ; maintenons le défaut octroyé à l'audience précitée; ; admettons en conséquence le divorce de madame Amaranthe PREDELUS d'avec son époux Dieudonné Louis DESIR pour injures graves et publiques; prononçons la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonnons à l'Officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens éditant à Port-au-Prince sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet; commettons l'huissier Maxime CANDIO de ce Tribunal pour la signification de ce jugement ; compensons les dépens. Ce qui sera exécuté.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul PIERRE, juge au Tribunal de première instance de Port-au-Prince en présence de Me Wesley PAUL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Monsieur Homère RAYMOND, greffier, du mercredi quatorze mars deux mille dix-huit (2018) ; An 215ème de l'Indépendance.

Me Serge ORESTE, Av

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à audience du treize (13) novembre deux mille dix-huit (2018), pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame née Woodline JOSEPH d'avec son époux Alain Jean François pour incompatibilités de caractères. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Petite Rivière de Nippes de transcrire sur les registres à ces destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Morale Jean Pierre de ce tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Patrick LABBE, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vint (20) novembre deux mille dix-huit (2018) en présence de Me Guy Mondélus, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Emmanuel DESIR, greffier du siège.

Il est ordonné … etc.

En foi de quoi … etc.

Pour expédition conforme à la minute

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Patrice MARTINEAU née Sylotte JEAN-BAPTISTE d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Godelie JOSEPH, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi trente-et-un janvier deux mille dix neuf en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Ainsi signé : Godelie JOSEPH et Mozart TASSY

Pour expédition conforme collationnée

Le Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son épouse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce de Michelet SALOMON d'avec Suze DIEUDONNE pour injures graves et publiques; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de la commune d'Aquin de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Michel GLAUDE. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt-deux juillet deux mille seize, en présence de Me Vana MANE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Me Paulin CIVIL.

Il est ordonné, à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux de Première Instance d'y tenir la main, à tous commandant et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.

Ainsi signé : Me Michel GLAUDE et Me Paulin CIVIL

Pour expédition conforme collationnée : Le Greffier

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à audience du vingt-et-un juillet (21) juillet deux mille dix-sept (2017), pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Jean Roger NOELCIUS d'avec son épouse née Eda DELUS pour incompatibilité de caractères. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Petite Rivière de Nippes de transcrire sur les registres à ces destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Morale Jean Pierre de ce tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Marideline PAUL, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt-huit (28) juillet deux mille dix-sept (2017) en présence de Me Kinsly BENJAMIN, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Emmanuel DESIR, greffier du siège.

Il est ordonné … etc.

En foi de quoi … etc.

PAR CES MOTIFS

Nous, Me Paul PIERRE, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi sept mars deux mille dix-huit 2018, après avoir délibéré conformément à la loi, le Ministère Public entendu : nous déclarons compétent pour entendre cette affaire; accueillons l'action en divorce du demandeur pour être juste et fondée ; maintenons le défaut octroyé à l'audience précitée; ; admettons en conséquence le divorce de monsieur Jean Claude SENOYA d'avec son épouse née Jésula FILS-AIME pour injures graves et publiques; prononçons la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonnons à l'Officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens éditant à Port-au-Prince sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet; commettons l'huissier Maxime CANDIO de ce Tribunal pour la signification de ce jugement ; compensons les dépens. Ce qui sera exécuté.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul PIERRE, juge au Tribunal de première instance de Port-au-Prince en présence de Me Wesley PAUL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Monsieur Homère RAYMOND, greffier, du mercredi quatorze mars deux mille dix-huit (2018) ; An 215ème de l'Indépendance.

Me Serge ORESTE, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions favorables du ministère public, maintient le défaut accordé à l'audience contre la partie défenderesse ; pour le profit adjuge les conclusions de la partie demanderesse ; qu'en conséquence admet le divorce de la dame Natacha JN-BAPTISTE d'avec son époux Louis Constant BEBE ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux l'unissant à sa femme pour incompatibilité de caractères et injures graves et publiques; renvoie les parties devant l'officier de l'Etat civil de la Section EST de Port-au-Prince, pour la transcription du dispositif du présent jugement dans les registres destinés à cet effet et de délivrer aux parties leur acte de divorce ; commet l'huissier du siège Maxime CANDIO de ce siège pour la signification du présent jugement ; compense les dépens

Ainsi jugé de nous, Me Widner THEANO, juge en audience publique et civile, ce vendredi vingt-quatre (24) aout deux mille dix-huit, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement Me Michèle CHRISTOPHE, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me Joseph Jean JOSUE notre greffier.

Il est ordonné

En foi de quoi

Me Serge ORESTE, Av

Bravo, mairesse Rosemila Petit-frère Sainvil ! Bravo, fanm vanyan Lakayè !

Par Fanfan la Tulipe

Ils en avaient trop fait ces fainéants au pouvoir. Ils s'étaient trop moqués de la population en général, des démunis en particulier. Malappris, mal embouchés, moralement mal foutus, les paltoquets, butors, gougnafiers, voyous, maroufles, gens sans aveu, *vakabon* de l'engeance PHTKs avaient trop affiché leur superbe, leur sans-gêne, leur suffisance, leur indécence, leur impudence, leur insolence, leur *marouflance*, leur *méprisance*, pour que la chose restât sans une percutante riposte publique jetée en pleine face, une fois pour toutes, à ces filous, fripons, canailles qui décident de l'avenir du peuple haïtien avec tant de criminelle désinvolture. L'événement *ripostant*, puisqu'il en fut un, arriva le jour de la célébration du 216e anniversaire de la création du drapeau haïtien à l'Arcahaie. Il vaut la peine de souligner la toile de fond à cette *ripostance* qui fut à la fois un coup de massue et une gifle, une *souflèt marasate* pour ce beau monde habillé de blanc hypocrite à l'occasion d'une autre bouffonnerie, une autre *turlupinerie*, une autre singerie, une autre pitrerie, une autre majuscule *grimas*, ce 18 mai que chaque année en fait ils foulent aux pieds, parce qu'ils se fichent comme d'une guigne du bicolore que chaque jour, vendeurs de patrie invétérés, ils déshonorent en se livrant à de honteuses tractations et transactions avec le *Blanc* et le voisin dominicain.

Oui, cette *ripostance* a de multiples antécédents. On peut la faire remonter au quinquennat de Martelly parsemé d'innombrables dérives, malversations, abus de pouvoir, gaspillage des fonds publics en multiples voyages dispendieux et inutile, violences verbales contre les femmes, corruption, détournements de fonds, impostures, fraudes massives, gaspillage de deniers publics; utilisation frauduleuse de fonds illégalement extorqués à la diaspora pour un fumeux Programme de scolarisation universelle, gratuite et obligatoire bidon (PSUGO), programme dénoncé pour retards dans les paiements, insatisfaction chez les directeurs d'école, suivis inexistants ; sans oublier le *gargottant siphonnage*, sans vergogne des fonds PetroCaribe à différents niveaux du pouvoir.



Daly Valet, l'intello, le politico qui a eu le culot de qualifier le discours de Rosemila Petit-Frère Sainvil « d'irrévérencieux et insultant »

Il y eut, en fin de règne de Martelly, une autre *gargottance*, cette fois à caractère politique, lorsque le grossier, l'ubuesque, l'ordurier, le mal appris, l'inculte, l'obscène, le *grouilladeur* «Sweet Micky» voulut enfoncer dans la gorge du peuple haïtien son protégé, un «paysan» nommé Jovenel Moïse, un maigrichon petit maffieux fait industriel-homme d'affaires prospère (sic) grâce aux magouilles publicitaires intensives et massives d'un certain Antonio Sola, maître à penser des Tèt Kale, directeur de la firme Ostos & Sola spécialisée en « propagande électorale sale » pour candidats de droite et d'extrême-droite.



Bravo, mairesse Rosemila Petit-frère Sainvil ! Mete pou yo !

Ultimement, Jovenel, malgré une inculpation pour blanchiment des avoirs a été « élu » président d'Haïti grâce à l'influence déterminante de sondages pernicieux aux mains d'Instituts à la Sola, et à des *magouillances* en permanence dans la salle de tabulation des votes gérée par un homme affilié à la bourgeoisie, à la société civile et à l'impérialisme, les trois plaies au corps émacié du peuple haïtien. Depuis, l'inculpé n'a pas arrêté de faire des siennes : c'est « le président point barre », l'homme à la caravane *boulshitante* qui peine à rouler et qui finalement a pris panne en route, les roues sur les bas-côtés de la route, « l'attelage, suant, soufflant, rendu », le conducteur dépassé par *l'assomance* de l'échec, bref, une catastrophe.

En fait, avant même l'élection de Jovenel, il y avait eu *Agritrans*, cette plantation de bananes dans la commune de Trou-du-Nord, une plantation bidon, pour ne pas dire *bidonne*, un projet fantôme, une entreprise ténébreuse mise au service et au profit de bandits pour leur permettre de blanchir de l'argent. Arrivé au pouvoir, le premier grand coup du président allait être le limogeage de Sonel Jean-François, ce magistrat à la tête de l'UCREF dont l'enquête avait, justement, conclu à l'inculpation de l'homme *agritrant* et *agripa* dans une affaire de blanchiment d'argent.

Fausses promesses d'électricité 24 sur 24, pseudo-délivrance de passeports et autres documents importants en cinq jours, déclarations mensongères du chef de l'État sur le dossier de distribution de véhicules aux municipalités ; admission publique, officielle sur terre étrangère d'avoir nommé quelque cinquante juges corrompus; justice gangrenée par la corruption, justice vendue aux plus offrants; déclarations contradictoires à propos du « Dossier PetroCaribe » ; mutisme complice à propos de la libération de mercenaires étrangers aux autorités américaines ; absence de renvoi du ministre de la Justice responsable de cette insulte à la souveraineté du pays.

Le verre de frustration et d'indignation du contribuable menaçait de déborder avec la libération soudaine du puissant chef de gang du quartier de Grand'Ravine, Saint Jean Romélien, alias Tèt Kale, par le juge corrompu Brédy Fabien, justement nommé par Jovenel l'inculpé. Malgré des crimes odieux à l'actif de Tètkale, de façon étonnante, le juge Fabien, dans son ordonnance du 21 mars 2018, argumentait qu'il ne disposait d'aucun élément concret et convainçant pouvant lui permettre de condamner et de garder en détention l'accusé pour une quelconque effraction. Corruption, quand tu les tiens…

La coupe va finalement déborder lorsqu'au grand émoi de la société, ce même Brédy rendait un non-lieu en faveur du président de la république nommément inculpé pour blanchiment des avoirs. Le commissaire du gouvernement de la capitale, Paul Eronce Vilard, un appendice gangrené de Jovenel, s'était empressé d'expliquer que le juge Fabien avait, dans sa souveraine, infaillible et servile sagesse, affirmé, sans état d'âme et conscience étouffée, qu'il n'y avait « pas matière à poursuivre » l'inculpé Jovenel, que le président était blanchi de blanchiment et absous avec une macoute d'absolutions.

C'était le jeudi 18 avril 2019, « année de purulence judiciaire et de blanchiment des coquins, des fripons, des corrompus, des blanchisseurs d'argent sale ». Ce sont justement tous ces antécédents honteux, révoltants qui vont faire sortir de ses gonds moraux la mairesse de l'Arcahaie, Rosemila Petit-frère Sainvil, ce 18 mai écoulé. *Nan gou Jezi*, elle va *salamber, nettoyer* les pouvoirs, ainsi que tous ceux-là qui, à un titre ou un autre, comptent parmi les décideurs de la marche du pays. Une nation qui en fait ne marche plus, ou pire, marche à reculons « quoique n'ayant pas d'yeux derrière la tête ».

Dressée sur ses talons *kikit* de fierté archeloise, Rosemila a lancé le premier uppercut qui a certainement failli étouffer Jovenel : « M. le président, vous êtes comptable de la joie et de la peine, de l'espoir et du désespoir, de la confiance et de la méfiance du peuple haïtien. Vous avez envers ce vaillant peuple, une obligation de résultats et de non de moyens. Une obligation de changement et non de promesses de changement, de vérités et non de contrevérités. Vous avez la haute responsabilité de dire la vérité à la nation haïtienne.» *Men li, preyidan*.

Ah oui, président *pip tabak*, vous êtes un sacré menteur, un mauvais coucheur, un briseur de rêves, un voyou derrière un masque de *moundebyen*, un sadique qui prend plaisir à comptabiliser la peine et le désespoir d'un peuple désemparé sans faire quoi que ce soit, sans même lui offrir une bouée de sauvetage, que dis-je, une branche d'arbre, car le petit peuple est en train de se noyer dans l'océan de cruelles, souvent mortelles privations dont vous êtes entièrement responsables, vous et vos pareils, *aloufa* insatiables, le groin dans la gamelle de l'État. Oui, président *bonmas*, oui, président *grimas*, arrêtez la valse d'une permanente *aloralite*, à la mode de Martelly. Nous ne voulons plus rien *à l'oral*, mais bien des réalisations concrètes qui soulagent la faim, le désespoir des masses.

« Le peuple a besoin d'espoir et non de promesse. Le peuple a le droit de vivre en sécurité. Tel est le cri de tous les Haïtiens. Le peuple souhaite vivre en sécurité », martèle la mairesse. En filigrane, Rosemila a voulu éveiller en Jovenel un sentiment de culpabilité, car il est de notoriété publique que les gangs, semeurs de violence, de mort et de deuil, sont, à toutes fins pratiques, tolérés par le pouvoir, par les trafiquants d'armes et contrebandiers liés au pouvoir. «Tant que le souverain peuple se plaint. Tant qu'il craint l'avenir qui lui parait de moins en moins prometteur, de plus en plus ravageur, le drapeau est souillé, le drapeau est profané », profané par vous M. le président, a manifestement insinué la mairesse.

M. le président *tèt kale ti dife limen savann boule*, « la voix du peuple réclame le procès PetroCaribe, et il devra se tenir le procès PetroCaribe, et ce sera justice. Que la Justice soit faite au nom du peuple, du progrès et de la sainte reddition des comptes ! », telle est a été l'une des revendications et exigences courageusement et fortement exprimée par la mairesse. En filigrane, il fallait lire, ou plutôt entendre: les criminels *décherpilleurs* qui ont dilapidé les fonds PetroCaribe, les *pillageurs* dont vous êtes un échantillon représentatif doivent être jugés. *Pa fè bouch pèp la long* !

Il n'y a pas eu que le président Jovenel à en prendre pour sa gueule de fieffé menteur et de *fèzè* patenté. Les parlementaires ont été aussi la cible de la colère de la mairesse, elle-même servant de véhicule à la colère de toute une nation blessée, furieuse de se voir ainsi trompée, mystifiée, avilie par un assez grand nombre de *machann dwòg*, de protecteurs de gangs et de chefs de gangs, par une meute de sinécuristes, *toutistes*, à-plat-ventristes, simiens unis par les mêmes liens de rien entre bons à rien, des rien de rien, des trois fois rien, des moins de rien incapables de rien sauf de *yenyen* et de *tenten*.

Et qu'a-t-elle alors dit la mairesse ? « «Mesdames messieurs les parlementaires, avez-vous déjà oublié vos promesses de campagnes? Moi parlementaire, je voterais des lois au profit du plus grand nombre. Moi parlementaire, je contrôlerais les actions du gouvernement. Moi parlementaire, je ne nommerais pas des ministres au sein du gouvernement. Moi parlementaire, je participerais aux séances pour lesquels je suis payée. Moi, parlementaire, je n'organiserais pas des séances que pour sanctionner des ministres. » En clair, Rosemila a dénoncé le laxisme, le *pourianisme*, le *manfoubinisme*, le parasitisme, le je-m'en-foutisme de parlementaires qui méritent d'être chassés de ce qui leur tient lieu d'hémicycle.

Madame la mairesse n'y est pas allée par quatre chemins pour dénoncer la scélératesse, le favoritisme, le clientélisme, le *malandrinisme*, le *gredinisme*, le *brigandisme*, le *criminalisme* de maints députés et sénateurs : « Moi parlementaire, je ne protégerais pas des présumés criminels. » Allo sénateur Gracia Delva ! Étiez-vous à l'Arcahaie, *papa gede lèd gason* ? Avez-vous bien entendu cette dénonciation qui s'adressait à vous et vos pareils, complices du deuil causé à la population par les gangs opérant *payapaka,* à visière levée ? Car, a renchéri la mairesse : « le peuple vous suit, le peuple a compris, le peuple a noté. La jeunesse vous suit, la jeunesse a compris, la jeunesse a noté ». En filigrane : *jou va, jou vyen…*

La plus colorée, la plus suavement haïtienne et du même coup la plus percutante des propos de madame Petit-Frère Sainvil a été celle utilisant la métaphore du *leve wòb*, révélateur de « l'intimité » des responsables de la nation : « *Van divizyon an leve wòb gouvènman an. Van divizyon an leve wòb palman an, wòb opozisyon, wòb sektè prive, wòb sosyete sivil la, ata wòb laprès la* ». Et ce n'est pas bien beau ce qu'on voit dessous, c'est même repoussant. Elle aurait pu tout aussi bien dire *van korypsyon an, van anbisyon an, van malpouwont nan…* qu'elle eût bien dit.



Pilotage ? Grand mot pou ti chen. Opportunité pour une voum de personnes de se faire des dollars en plus

L'idée du *leve wòb* a été reprise par madame, en français, *an bon franse*, en fin de discours : « Nos élites politiques, administratives, économiques, médiatiques, intellectu

suite à la page(14)

Miyami : Kominote Ayisyen nan Ti Ayiti andèy !



Soti agoch pou ale adwat Gedeon Desir13 zan, Richecarde Dumay17 tan ak Lens Desir15 zan





Ekip Little Haiti FC a

Men kote aksidan an te fèt

Kominote Ayisyen an nan Little Haiti (Ti Ayiti) pran yon kokenn kou samdi maten 25 me a. Lè yo aprann twa jèn gason ki fè pati ekip foutbòl Little Haiti FC la, Gedeon Desir, 13 zan, Richecarde Dumay, 17 tan ak Lens Desir,15 zan, te jwenn lanmò yo lapoula vè 5 kè 30 konsa nan kwen lari Nòdès 13zyèm Avni ak 125yèm kote yo t ap tann otobis ekip la ki pou te mennen yo sou teren kote yo ta pral jwe a.

Se yon dansè 31 lane, Mariam Coulibaly ki touye 3 jèn yo. Mariam ap pran swen nan lopital pou kounyea anvan pou lajistis deside ki sanksyon y ap pran kont li.

Kominite! Kominike!



Kolektif 7 jiyè 2018 ak Renouvo Demokratik ap envite kominote a vin tande Mèt Jaccéus Joseph nan yon konferans laprès l ap bay nan La Difference Auto School , 836 Rogers Avenue, Brooklyn, samdi premye jen a 6zè diswa pil.

Mèt Jaccéus Joseph ki se yon dirijan Bureau des Organisations de Défense des Droits Humains (BODDH) ap pale ak kominote a ak laprès sou 4 gwo pwen ki konsène yo :

Problèm legal sitwayen ki te manifeste 6, 7, 8 jiyè, 17 oktòb, ak 18 novanm Jovenel Moise ak bandi legal te arete san jistifikasyon legal. Ki sa k ap fèt pou ba yo jistis?

Ki kote lit sou Petwokaribe ak koripsyon an rive?

Pou kisa lit la bloke?

Kiyès ki lotè masak Lasalin ak lòt masak sou mas popilè yo?

Ki politik ki dèyè yo?

Plis lòt pwojè mèt la pral prezante bay kominote a.

Vin tande ! Vin pale !

An n kole zepòl ak pèp Ayisyen an pou n konbat politisyen ak pati politik kowonpi, boujwazi antinasyonal santi, ak anbasad Kò Gwoup enperyalis piyajè.

Bay kòb PetwoKaribe a !

Pou yon Ayiti Souvren, Mèt Tèt li.

Pou tout enfòmasyon :

347-760-8929

Veritab





Lam veritab

Veritab, se yon plant ki soti nan peyi Sidès Azyatik yo. Soti nan zòn sila a, li ale nan zile Polinezi yo. Nan peyi sa a, veritab se youn nan prensipal viv ki sèvi nan alimantasyon moun. Apre sa, veritab al chwe nan peyi Tayiti. Soti la, li rive nan peyi Karayib yo nan lane 1792, kote kaptenn Bligh (Blay) te pote li nan bato Bounty. Kounye a, yo kiltive veritab nan tout peyi cho e ki imid sou latè. Se yon plant yo kiltive anpil nan zòn Sidès, nan anpil kote nan Sid ak nan Grandans peyi Ayiti.

Veritab gen de kalite flè: flè mal ak flè femèl. Flè sa yo sou menm pyebwa a. Men, yo pa menm kote. Se poutèt sa yo di veritab se yon plant monoyik. Flè femèl la won. Se li ki bay fwi yo rele veritab la. Yon bagay enpòtan nan veritab pou nou konnen: fwi yo devlope san polinizasyon flè femèl la. Se poutèt sa, veritab se yon fwi ki pa gen grenn ladan. Flè mal la rele pòpòt. Li long, li sanble yon ke chat. Yo sèvi ak li pou fè konfiti.

Veritab, se yon fwi moun ka manje konsa lò li vèt oubyen lò li mi. Yo konn swa bouyi swa boukannen veritab. Yo ka kwit li lan fou tankou pen. Veritab ka sèvi pou grese kochon. Yo sèvi ak li lò li bouyi pou fè pire, kwòkèt ak ze bouyi, retay pwason ak retay lanmori. Yo fè labouyi oubyen pouding ak li. Yo manje l fri. Lò sa a, Ayisyen rele l akòdeyon . Lò li sèk, veritab ka fè farin ki sèvi nan patisri ak nan boulanjri. Farin veritab ka melanje ak farin ble pou fè pen. Veritab se yon manje ki antre nan kilti moun Grandans ak moun Okay. Paske, li sèvi pou fè tonmtonm veritab ak kalalou gonbo ak krab. Yo sèvi tou ak veritab pou fè ponch oubyen salad.

Franswa Sevren
Libète No 185 10 avril 1996

La cruauté humaine !





Le Camp de concentration de Chabert, situé au nord d´Haïti fut la scène de différentes atrocités et cruautés, semblables á celles des nazis, pratiquées par l´occupation américaine

Par Alix Coicou

Nul ne peut nier la capacité que possède l´être humain pour infliger délibérément, et souvent de manière gratuite, douleur á ses semblables. De nos jours on parle beaucoup, et avec raison, des abus commis envers les animaux, oubliant, parfois, le nombre incalculable de personnes qui dans la réalité sont sauvagement réprimées, systématiquement violées et brutalement assassinées au nom d´une idéologie politique, d'une croyance religieuse, ou à cause de divergences ethniques. Les conflits belliqueux dans certaines parties du monde, récemment en Europe, actuellement en Asie, et principalement dans le continent africain, sont un fidèle reflet de cet adage: "homo homini lupus ", l´homme est un loup pour l´homme, comme l´exprime la locution latine.

De l´antiquité gréco-romaine á nos jours, ils sont nombreux les cas d´atrocités perpétrées par l´être humain contre son prochain. Les Empires de Néron et Caligula, le colonialisme, l´Inquisition avec ses bûchers, en sont quelques exemples. L´esclavage, les siècles d´ignominie du colonialisme, sont les responsables de vrais ravages dans différentes cultures de notre planète au niveau physique, psychologique, économique, familial et émotionnel. Ce furent de longues périodes où le mépris de la condition humaine, les sentiments de supériorité d´une race face aux autres contribuèrent amplement á l´élaboration de théories abjectes et stupides et de dogmes absurdes défendus par des supposés intellectuels et philosophes excentriques assoiffés de gloire, comme Jules Romain, Ernest Renan, Henry de Montherlant, Melville Herskovitz et le comte de Gobineau, pour ne citer que quelques-uns. Ces théories suprémacistes de la race blanche furent énergiquement combattues par deux illustres écrivains haïtiens du dix-neuvième siècle, Louis Joseph Janvier et Anténor Firmin.

Plus près de nous, rappelons les gouvernements autoritaires ou dictatoriaux des régimes communistes de Staline en URSS, de Pol Pot au Cambodge, de Mengistu Haile Mariam en Ethiopie, de Radovan Karadzic en Bosnie, ou de Enver Hoxha en Albanie, ou ceux des gouvernements de droite dirigés par Francisco Franco en Espagne, Augusto Pinochet au Chili, Alfredo Stroësner au Paraguay, Rafael Léonidas Trujillo y Molina en République Dominicaine, et le docteur François Duvalier en Haïti.

Pour assurer la stabilité et la continuité de leur pouvoir ils ont tous eu recours á des sinistres exécuteurs de basses œuvres, comme Lavrenti Beria en URSS, le capitaine Alfredo Astiz en Argentine, Antonio González Pacheco (Billy l´enfant) en Espagne, Luc Désyr, Albert Pierre (Ti Boulé) et Samuel Jérémie en Haïti, tous de vulgaires bourreaux psychopathes , personnages qui ont fait de la torture leur occupation en l´élevant au niveau de profession et qui se réjouissaient de la souffrance humaine. Fort- Dimanche en Haïti et la ESMA en Argentine ont été des centres de détention où les tortures, les disparitions et les exécutions extra-judiciaires étaient monnaie courante. Encore actuellement dans les prisons Black Beach en Guinée Equatoriale et celles de la base américaine à Guántanamo, Cuba, n´ont rien á envier aux deux sus- citées.

La répression, la violence, la cruauté dans toutes ses dimensions et les crimes massifs atteignirent leur paroxysme dans les camps de concentration nazis et dans les goulags soviétiques. Le journal de la juive Anne Frank et les dures expériences de l´écrivain Alexandre Soljenitzin et du neurologue et prestigieux psychiatre Victor Frankl sont des preuves irréfutables de l´horreur inimaginable vécue dans ces centres d´internement. C´étaient de vraies et honteuses machines conçues pour créer et administrer la douleur á l´ennemi ou l´ennemi imaginaire, et dont le but principal était de laver un lavage de cerveau du prisonnier, de faire des expériences avec lui, de le torturer afin de soutirer des informations, ce qui impliquait diminuer sa volonté, perturber sa conscience, le réduire á sa plus simple expression, le dépersonnaliser et en dernier lieu le détruire.

Il n´est pas nécessaire de nous attarder sur les multiples atrocités commises qui sont connues de tout le monde dans le cas allemand, où l´idéologie dominante se basait sur la supériorité de la race aryenne, alliée á l´apologie et à l´exaltation de la personnalité d´Hitler et les désirs imparables d´ agrandir et d´étendre l´influence ou pouvoir du Führer au niveau planétaire. Auschwitz, Mauthausen et Treblinka sont quelques-uns des camps de concentration qui ont servi pour un tel objectif á Rudolf Hess, Adolf Eichman, Henrich Himmler et le fameux docteur Josef Mengele, prédicateurs et défenseurs á outrance de la politique d´expansion et de folie impérialiste d´Hitler. Bref, ce Fut l´Holocauste nazi.

Dans les Goulags aussi, en URSS, de nombreuses barbaries furent commises. Le pouvoir absolu et total du maréchal Staline exercé contre les opposants ou dissidents politiques, la persécution des "ennemis de la patrie "qu´on devait contrôler et réduire, ces prisonniers déviationnistes qu´il fallait rééduquer moyennant des campagnes conçues à ce sujet, la pensée unique et le culte de la personnalité du chef du Politbureau provoquèrent l´hécatombe de millions de personnes.

On peut supposer les différentes pathologies mentales qui ont vu le jour dans ces centres, tant d´un côté que de l´autre : dépression et anxiété, troubles adaptatifs et de la personnalité, tentatives de suicide, le syndrome de stress post-traumatique, troubles persistants de la personnalité après une expérience catastrophique, etc, fruit du manque de défense, des sentiments de détresse, de l´insécurité, de la méfiance et de l´humiliation, tous produit du traumatisme vécu.

Beaucoup d´historiens ou beaucoup de personnes étudiant l´histoire de l´humanité ainsi que des politologues ont apporté des statistiques de ceux tombés morts dans les deux camps, sous- estimant numériquement ,quelques-uns d´entre eux selon leur tendance, les victimes d´un spectre idéologique en comparaison á l´autre. Ce sont toutes des pertes de vies innocentes et il convient d´honorer leur mémoire.

Cet écrit commença á prendre naissance quand j´ai appris, il y déjà plus de huit mois, l´existence, dans le passé d´Haïti, du Camp de concentration de Chabert. Cette découverte m´a stimulé á écrire ce long article où je laisse transpirer mes impressions sur la violence et la cruauté humaine en général. En dépit d´être un pays qui souffrit, il y a neuf ans, d'un violent séisme qui provoqua quelque 300.000 morts, un pays connu comme la terre du vodou et de la dictature de Duvalier, Haïti demeure encore un pays inconnu pour beaucoup de gens. C´est une nation convulsée qui occupe presque toujours les premières pages ou couvertures des quotidiens et journaux télévisés du monde entier par des évènements qui ne font pas honneur á ses citoyens, à cause des régimes autoritaires ou peu respectueux de la légalité, d´implacables dictatures incompétentes, corrompues et marionnettes des Etats-Unis et de la France.

Pays doté d´un passé glorieux, "le pays où la négritude s´est mise debout pour la première fois", selon Aimé Césaire, le premier Etat de race noire libre du monde, fut occupé par des troupes états-uniennes durant 19 longues années (1915-1934) á la suite de violentes manifestations qui ont coûté la vie au président d´alors Vilbrun Guillaume Sam, déchiqueté par une foule en furie. Durant l´occupation, deux leaders nationalistes, Charlemagne Péralte et Benoit Batraville, affrontèrent avec orgueil les forces nord- américaines offrant généreusement et héroïquement leur vie pour la cause. Les deux furent exécutés.

Le Camp de concentration de Chabert, pour des raisons qui m´échappent, est peu évoqué et beaucoup moins étudié dans les manuels d´histoire du pays caribéen. Situé au nord d´Haïti, il fut la scène de différentes atrocités et cruautés, semblables á celles des nazis, pratiquées par l´occupation américaine. On estime á plus de 5.000 paysans qui y perdirent la vie dans un intervalle de trois ans, compris entre1918 et 1920.

Je me sens indéfectiblement attaché á mon pays, duquel je garde un souvenir ineffaçable

, en dépit des nombreuses années depuis que je vis en Espagne et d´avoir embrassé la nationalité espagnole.

Alix Coicou, médecin-psychiatre

Ratification de Lapin, l'impasse se poursuit !

Nous sommes le mercredi 29 mai 2019. Après deux tentatives avortées au Sénat de la République le dimanche 12 et le mardi 14 mai 2019, après trois arrêtés présidentiels nommant trois cabinets ministériels successifs et un conflit ouvert entre les anti et les pro-gouvernementaux à la Chambre des députés, la ratification du Premier ministre nommé, Jean-Michel Lapin, est toujours dans l'impasse. Les lectrices et lecteurs de Haïti Liberté se rappellent certainement d'une Tribune dans laquelle nous avons évoqué un éventuel blocage de la ratification d'un nouveau Premier ministre au Sénat de la République. Cette Tribune faisait suite au renvoi précité de l'ex-Premier ministre Jean Henry Céant par la Chambre des députés qui avait doublé le Sénat de la République par un vote de censure de la part des partisans du Président Jovenel Moïse. En conflit ouvert avec le chef de l'Etat, l'opposition en général et une partie des sénateurs en particulier avaient pris fait et cause pour le Notaire de Bourdon. Ils voulaient l'utiliser pour renverser le locataire du Palais national.

Sauf que, dans la précipitation, le complot a piteusement échoué. Puisque, Jovenel Moïse a pu utiliser sa majorité à la Chambre basse pour mettre fin prématurément au mandat de Jean Henry Céant. Depuis, les sénateurs de l'opposition n'ont pas digéré cette motion de censure. Ils attendaient le moment venu pour prendre leur revanche. Ainsi, le blocage du dossier du Premier ministre nommé au Sénat n'est pas une surprise. C'est le contraire qui serait étonnant. A notre avis, avec la minorité au Sénat de la République et à l'évidence avec la complicité d'autres sénateurs, entre autres, le patron de AAA (Atibonit An Aksyon), Youri Latortue, la ratification de Jean-Michel Lapin prendra encore du temps et encore si c'est lui qui sera vraiment ratifié. Mais, avant même de se pencher sur ce blocage qui n'a rien de constitutionnel, l'on est tout de même étonné de l'attitude du chef de l'Etat qui, le moins qu'on puisse dire, ne fait pas grand chose pour sauver son Premier ministre depuis tout le temps que les minoritaires avaient annoncé la couleur.

On l'a vu, le Président Jovenel Moïse a même aggravé le cas de Lapin en attribuant d'autres Ministères aux titulaires dont les sénateurs récusaient dès le départ la reconduction. Un geste s'apparentant à : c'est eux ou personne d'autre. Ce qui va dans la droite ligne de sa déclaration de la ville des Cayes à propos du carnaval de 2017 : « le Président a parlé, point barre » ! Cette façon de faire ou de décider met à mal les différents appels aux dialogues que le Président ne cesse pourtant de lancer à travers ses interventions dont la dernière en date est celle du 18 mai 2019 à l'Arcahaie à l'occasion de la célébration du 216e anniversaire de la création du bicolore haïtien. On a aussi le sentiment que le chef de l'Etat ne prend pas la mesure de l'impasse dans laquelle se trouvent non seulement son Premier ministre nommé mais aussi sa présidence. Le Président ne cesse de créer le vide autour de lui.

Le discours que certains qualifient déjà d'historique de la maire de la Cité du drapeau, Rosemilia Petit-Frère Sainvil, est le signe tangible que Jovenel Moïse est isolé de plus en plus sur la scène politique nationale. L'échec des négociations avec les Partis politiques les plus représentatifs ou du moins les plus significatifs du pays confirme cette isolation politique qui peut d'un moment à un autre basculer le pays dans l'inconnu. Certes, les



La ratification du Premier ministre nommé, Jean-Michel Lapin, est toujours dans l'impasse.

organisations politiques les plus radicales, comme le Secteur Démocratique et Populaire (SDP) ou encore Forces d'Organisation Progressiste (FOP), sont en nette régression sur le plan d'audience, néanmoins elles gardent encore leur capacité de nuisance. Il suffit d'une simple étincelle venue de la population pour qu'elles se mettent à faire trembler le régime. Le Président Jovenel Moïse a tort de prendre à la légère ou de minimiser l'impasse politique que traverse Jean-Michel Lapin au Parlement. Si depuis plusieurs semaines le processus de ratification traîne au Sénat et pour le moment avec aucun espoir de sortie rapide sauf si les revendications de la minorité sont satisfaites, rien n'augure d'une bonne traversée pour l'équipe du Premier ministre de l'autre côté du Sénat, à savoir à la Chambre des députés.

A l'exemple du bras de fer qui s'est déjà engagé entre la majorité pro-Jovenel conduite par le député de Kenskoff, Alfredo Junior Antoine et l'opposition menée par celui de Marigot, Déus Deronneth, sur une éventuelle invitation de Jean-Michel Lapin à venir faire l'énoncé de sa Déclaration de Politique générale en court-circuitant la séance du Sénat qui est toujours en continuité. Contrairement à ce que peut imaginer la présidence de la République, ce serait la pire des décisions que les députés auraient prise dans ce processus de ratification du Premier ministre. C'est justement donner une raison supplémentaire aux sénateurs de l'opposition de maintenir leur comportement qui, certes, donne une très mauvaise image du Sénat. Bien qu'il n'y ait rien de très répréhensible s'agissant d'une Assemblée politique. Ailleurs dans le monde, les choses ne sont pas mieux quand chacun défend ce qu'il croit être le meilleur pour son pays, sa région ou ses électeurs. Personne ne peut croire que les députés pro-gouvernementaux ne consultent pas le chef de l'Etat sur l'attitude à tenir dans ce duel à multiples facettes qui se joue au Palais législatif.

Si le Sénat comme pour le renvoi de l'ex-Premier ministre Jean Henry Céant est en première ligne vu que c'est lui qui avait invité le premier le Premier ministre, rien n'exclut que les choses ne seront pas pires à la Chambre des députés quand viendra son tour d'ouvrir le dossier Jean-Michel Lapin. Bien sûr le Sénat avait sa revanche à prendre. Mais il se trouve que, comme on l'avait déjà écrit dans une précédente Tribune, les sénateurs de la majorité ne sont pas du tout aidés par le Premier ministre nommé qui a un grave déficit politique et de popularité dans l'establishment politique et économique de Port-au-Prince. Même parmi les sénateurs les plus proches du Président de la République, Jean-Michel Lapin peine à faire l'unanimité. D'où cette absence de combativité de la part de la majorité afin de la sortir de cette impasse. Certes on a vu un Joseph Lambert, un Garcia Delva et un Willo Joseph se transformer davantage en agents de Sécurité du Premier ministre Lapin au Sénat, histoire de le protéger physiquement, mais pas pour le défendre sur le plan dialectique.

Si les quatre (4) sénateurs de l'opposition soutenus par au moins deux autres sénateurs continuent à imposer leur loi c'est justement parce qu'ils estiment que la majorité pro-Jovenel, même si elle n'encourage pas ses collègues dans leur jusqu'auboutisme allant à paralyser toutes les séances, n'en a pas fait assez, en tout cas, ne met pas assez d'énergie à défendre le Premier ministre. Difficile de croire, en effet, que 4 sénateurs arrivent à s'emparer d'une Assemblée de 17 à 18 sénateurs sans qu'il n'y ait pas une sorte de complicité. Le Premier ministre nommé doit quand même s'interroger sur l'attitude de la majorité pro-gouvernementale qui attend calmement dans son coin que les choses se décantent avant de s'exprimer ou de le défendre. Peut-être serait-il déjà trop tard. Car le sénateur de l'Ouest Antonio Chéramy dit Don Kato et ses amis n'entendent pas lâcher prise. Ils veulent profiter de cet avantage psychologique et populaire dans l'opinion pour maintenir la pression sur le Président Carl Murat Cantave qui, en jouant son rôle de Ponce Pilate, se lave les mains de ce qui arrivera à Jean-Michel Lapin au Sénat.

En tant que Président du Bureau, personne ne peut lui reprocher quoi que ce soit. Même pas quand il se montre un peu perdu face à la témérité de la minorité agissante et la passivité de la grande majorité des amis du chef de l'Etat au Sénat. En revanche, la persistance du blocage peut, d'une certaine manière, jouer en faveur de Jean-Michel Lapin si le processus va naturellement jusqu'à bout au Sénat. Si les quatre (4) points exigés dans le courrier du Groupe des quatre (G4) adressé à Carl Murat Cantave trouvent satisfaction, en tout cas, pour les deux principales revendications, il y a fort à parier que Don Kato et son groupe laissent la séance se poursuivre même s'il est exclu qu'ils votent en faveur de la Déclaration de politique générale du Premier ministre. Mais attention ! Dans la lettre où ils exposent leur revendication, il y a deux points qui posent certainement problème non pas au Président du Sénat, mais à celui de la République.

Les points dans lesquels le Groupe des 4 exige qu'aucun ministre du gouvernement censuré ne doit figurer dans le nouveau cabinet. Or, il n'y a pas que les ministres reconduits. Le premier d'entre eux, Jean-Michel Lapin lui-même, est un ancien membre de l'ex-gouvernement Céant. Malins, les sénateurs de l'opposition ne disent pas clairement qu'ils ne veulent pas Lapin comme chef du futur gouvernement. Ils se contentent de dire que tous les ministres ont besoin de décharge, en clair, Jean-Michel Lapin aussi. Encore plus intelligent, comme ils récusent tous les membres de l'ancien cabinet, il paraît difficile pour eux d'accepter le Premier ministre nommé dans la mesure où lui aussi faisait partie du gouvernement de l'ex-Premier ministre Jean Henry Céant. D'ailleurs, aujourd'hui, le Groupe des 4 est allé trop loin pour faire machine arrière sur ces exigences. Du coup, l'impasse de Jean-Michel Lapin devient de plus en plus étroite au Sénat de la République. La balle est dans le camp de la présidence qui a toutes les options en main.

D'une part, il devrait profiter du blocage au Sénat pour relancer les négociations avec l'opposition dite modérée afin de dégager un consensus sur un nouveau Premier ministre, ce qui serait une victoire totale pour l'opposition en général et les quatre sénateurs en particulier. D'autre part, forcer le destin, « virer » tous les ministres « indésirables » tout en négociant avec le Groupe des quatre le maintien de Jean-Michel Lapin comme Premier ministre si vraiment il veut le garder à la Primature au risque d'une autre péripétie, cette fois à la Chambre des députés. Dans les deux cas de figure, Jean-Michel Lapin demeure un « irritant » pour l'opposition plurielle qui ne jure que par un nouveau Premier ministre qui serait le fruit d'une négociation politique et, sur divers points, une sortie de crise définitive. Le Président du Sénat Carl Murat Cantave de son côté fait tout ce qui est dans son pouvoir afin de faciliter la reprise de la séance mise en continuité depuis le mardi 14 mai 2019.

sagesse en vue de ne pas hypothéquer les infimes acquis qui lui restent au Parlement ». L'élu de Marigot n'y va pas avec le dos de la cuillère. Il inclut le Président et le Vice-Président de l'Assemblée Nationale dans le choix de Jean-Michel Lapin qui aurait été fait arbitrairement. Avec son collègue Abel Descolines, Déus Deronneth conseille au chef de l'Etat de reprendre les négociations afin de désigner un nouveau Premier ministre de consensus.

Ils s'opposent nettement à ce que Jean-Michel Lapin vienne à la Chambre des députés tant que son cas n'est pas clarifié à la Chambre haute. Sinon, la situation risquerait encore d'être plus compliquée pour le pouvoir exécutif. Ils déconseillent à leurs collègues majoritaires toute initiative qui puisse aggraver la situation au



De gauche à droite le vice-président du Sénat, Jean Marie Salomon, et le Président du Sénat Carl Murat Cantave qui, en jouant son rôle de Ponce Pilate, se lave les mains de ce qui arrivera à Jean-Michel Lapin

Il multiplie les appels téléphoniques et les missives entre les acteurs. Comme pour toutes les plus belles filles du monde, il ne peut donner que ce qu'il a. Ainsi, Cantave a garanti au G4 et alliés de satisfaire les deux premiers points de sa revendication. Quant aux deux autres, cela ne dépend pas de lui mais du Président de la République. Le sénateur Antonio Chéramy qui ne veut courir aucun risque et ne veut rien promettre au Président du Grand corps, préfère conseiller à celui-ci d'écrire au Président de la République pour lui exposer les 4 exigences du groupe. Seuls moyens, selon lui, pouvant garantir le bon déroulement de la séance de ratification. Entretemps, les pro et les anti-gouvernementaux sont à couteau tiré à la Chambre des députés. Ils se livrent à une bataille médiatique histoire d'attirer les sympathies de la population. Chacun affute ses arguments. Si Alfredo Junior Antoine est vent debout en vue de pousser le Président de la Chambre des députés, Gary Bodeau, à inviter le Premier ministre à venir faire sa Déclaration de politique générale, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas sûr d'obtenir gain cause dans sa démarche.

Il est suivi de près par les membres du groupe minoritaire qui crient au scandale et à la manipulation. D'ailleurs, pour contrecarrer son initiative, l'un des chefs de file des députés de l'opposition, Déus Deronneth, a même pris sa plus belle plume pour écrire au Président Jovenel Moïse afin de le mettre en garde contre les velléités de ses partisans à la Chambre basse. Tout en demandant au chef de l'Etat de faire retrait de Jean-Michel Lapin. « J'ai écrit au chef de l'Etat l'invitant à faire retrait du cabinet ministériel dont le chef de gouvernement qui a été choisi arbitrairement en consultation avec les Présidents des deux branches du Parlement. J'espère qu'il va entendre raison et faire preuve de

Parlement. Comme on peut le constater, la ratification du Premier ministre est plus que jamais dans l'impasse. Finalement, plus les jours passent, plus il devient évident que le choix de Jean-Michel Lapin, ancien ministre de la Culture et de la Communication de Jean Henry Céant, ne répond pas au contexte politique et social du pays. Jamais, depuis la création du poste de Premier ministre, les difficultés pour ratifier une personnalité n'étaient à ce point compliquées. En tout cas, sans de réelles modifications dans la liste du cabinet ministériel et peut-être même du Premier ministre lui-même, l'on n'est pas près de voir le bout du tunnel.

C.C

Haiti at a Crossroads (2)

An Analysis of the Drivers Behind Haiti's Political Crisis

by the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH)

(The second of three parts)

This is the second installment of an IJDH report seeking to put the current crisis in Haiti into context by explaining the short-, medium- and long-term factors driving the unrest, including detailing some of the gravest human rights violations in Haiti during President Moïse's tenure.



Presidential candidate Jovenel Moïse in December 2015, flanked (on his right) by former "rebel" and FRAPH death squad leader Louis Jodel Chamblain. Moïse was elected in 2016 with Haiti's lowest turnout for a presidential election ever, only about 20% of the electorate.

III. Medium-term Factors

While the PetroCaribe scandal has served as a catalyst for the recent protests, the mobilization is also driven by a broader rejection of the Moïse administration's governance. President Moïse has lacked a popular mandate from the start, and further alienated Haitians through economic mismanagement and violent abuses of authority.

A. Lack of Popular Mandate

Beyond the immediate triggers, Haiti's political crisis can be traced back to the electoral process that brought President Moïse into power.[51] President Moïse was elected in 2016 in the lowest voter turnout elections since the end of the Duvalier dictatorship in 1986.[52] The Presidential elections took place during a protracted election cycle characterized by widespread fraud and violence, much of it committed by President Moïse's PHTK party and its allies.[53] Fraud in the first attempt at the Presidential elections forced a redo.[54] The second time only about 20% of the eligible population voted due to a combination of disenfranchisement and disillusionment with the electoral system.[55] President Moïse received only 600,000 votes in a country of 10 million.[56]

The electoral machinations of President Moïse and his party put him in Haiti's National Palace, but without much popular support. Without a popular mandate to govern, President Moïse and his appointees have instead relied on a patronage network to support them.57 In order to maintain this network of supporters, the government diverts funds from the treasury and from social programs, resulting in further economic problems for an already-impoverished country.58 President Moïse has been accused of prioritizing the wishes of the powerful rather than policies to support the masses and has turned to repression to consolidate power, in turn spurring further protests.59



A woman crying outside the rubble of her bulldozed home in Pèlerin in July 2018. The Moïse government destroyed the homes of seven families there without any warning. Twenty-two people, including 10 children, were rendered homeless.

B. Economic Mismanagement

The current protest movement is also a response to the Moïse administration's grave economic mismanagement, which has had devastating consequences for the majority of Haitians who are poor. In order to feed its patronage machine, the administration has both borrowed and printed substantial sums of money, leading to a record deficit, extreme inflation, and sharp currency depreciation.[60] The government's budget deficit has grown to a record $89.6 million since October, and the national budget is nine months late.[61] The Haitian gourde has lost 37% of its value in the last year, and in February inflation reached 17% after years in double digits.[62]

The Moïse administration's mismanagement has also hampered the release of international development assistance. For example, due to a flawed negotiation of a multi-billion dollar Toussaint-Louverture airport revitalization project agreement with the Industrial and Commercial Bank of China that violated the regulations on interest rates imposed by the IMF and World Bank, the Haitian government has been forced to abandon the project and has failed to recoup $42 million already invested in it.[63] Furthermore, the Inter-American Development Bank decided to suspend the disbursement of a $41 million grant for the construction of buildings to expand the Caracol Industrial Park because of management problems including safety, security, and the high price of electricity.64 Moreover, the IMF agreement with the Haitian Government of a three-year loan of US$ 229 million negotiated in March is currently on hold and has not yet been put before the IMF Executive Board for discussion and decision due to the current political situation in Haiti and the government's failure to introduce its budget.65 Meanwhile, the Haitian government's absence in major international conversations regarding the country's development has stifled international investment. For example, in February 2018, the Haitian government canceled its participation in a UN high-level donor retreat regarding infrastructure to address the ongoing cholera epidemic in protest of a United Nations Mission for Justice Support in Haiti (MINUJUSTH) statement that welcomed the assignment of investigative judges in the PetroCaribe court cases.[66]

As a result of the economic mismanagement, millions of Haitians who were living on the edge of desperation have fallen off that edge in recent years. Families cannot eat, send their children to school, or access the most basic healthcare.[67] The country's economic malaise has even started reaching the middle and upper classes of society.[68] Outside of Haiti, the U.S. Government's termination of Temporary Protected Status for Haitians in the United States has threatened to return 50,000 people to Haiti[69] and put an end to remittances that support an estimated 250,000 family members in Haiti.[70] Remittances from abroad makes up 25% of Haiti's national income.[71] The desperate economic situation further explains why the PetroCaribe corruption scandal has triggered such a mass mobilization.

C. Impunity for Human Rights Abuses

President Moïse's implication in human rights violations, direct misuse of state institutions for his personal interest, and inadequate responses to abuses by others have further eroded confidence in his leadership, and have intensified the current crisis. President Moïse oversees a government responsible for grave human rights violations, including extrajudicial killings, violent evictions, and police abuses. The state-sponsored violence has targeted the poor and vulnerable, and has been used to suppress the opposition movement and consolidate power for President Moïse. Abuses have largely been carried out with impunity, and victims have been unable to obtain legal recourse in violation of their rights. The Moïse administration has responded to brutal rights violations with silence in Haiti, while vehemently rejecting concerns from abroad. President Moïse pushed out the UN's chief officer in Haiti in 2018 after she spoke out on corruption, and more recently, the administration responded publicly to a March 2019 letter from 104 members of the U.S. Congress stating that it "categorically denies all allegations of human rights violations."[72] The following examples illustrate both the government's rights abuses and impunity:

La Saline Massacre

On Nov. 13, 2018, in the days leading up to long-planned nationwide protests, armed gangs carried out a brutal government-sanctioned massacre in La Saline, a longtime convening spot for anti-government protests.[73] Assailants killed at least [71] people, including women and children, raped at least 11 women, and looted more than 150 homes, making this one of Haiti's worst massacres since the fall of the Duvalier dictatorship in 1986.[74] The assailants allegedly went house-to-house with long guns and machetes, pulled unarmed civilians into the alleys and killed them with single shots or machete blows.[75] Most bodies were burned or disposed in trash piles and fed to pigs.[76] Images of the aftermath circulated on social media and shook the nation. Following the massacre, approximately 300 people fled La Saline, and at the time of writing, dozens of families are still living in a makeshift camp across from the Parliament without any government support.[77]

Investigations by rights groups, including the National Human Rights Defense Network (RNDDH), concluded that the La Saline massacre was perpetrated by gangs operating with the support and involvement of government forces.[78] Witnesses reported that perpetrators were transported to the areas in police vehicles, and that some wore official police uniforms.[79] La Saline residents also implicated government officials in orchestrating the massacre, claiming the attack was organized to retaliate against the neighborhood's involvement in the anti-government protests that had been planned for Nov. 18.[80] A Galil automatic rifle used by a gang in the assault was traced to Haiti's National Palace.[81]

Despite the scale and horror of the atrocities, President Moïse has not formally condemned the killings and victims have not been provided protection or support.82 A declaration signed by a diverse group of civil society groups calling for an independent investigation and protection and remedies for victims has gone unanswered.83 Following a lengthy investigation, the judicial police (DCPJ) released a report in May that recommends the arrest of 70 people in connection with the massacre.[84] The list includes two senior government officials: Joseph Pierre Richard Duplan, President Moïse's representative for the West region that includes La Saline, and Fednel Monchéry, the Director-General of the Interior Ministry, who are accused of supporting two gang leaders in the planning of the massacre.[85] Accounts differ as to how many arrests have been made in the case.[86] MINUJUSTH is also conducting its own investigation, but as of May 2019, it has not released any findings.[87]

In the meantime, La Saline and other poor neighborhoods that are centers of anti-government organizing continue to suffer attacks by gangs associated with the government.[88] On May 7, seven human rights organizations denounced a reported plan to assassinate RNDDH Executive Director Pierre Espérance, in retaliation for RNDDH's work on the La Saline massacre.[89]

Use of Police to Repress Protesters

Reports indicate that President Moïse has attempted to directly and improperly control Haitian National Police (HNP) units. Human rights groups have criticized the widespread deployment of Palace Security Units, which are supposed to be restricted to the Palace grounds and the President's vicinity.[90] In the days preceding the Oct. 17, 2018 protests, President Moïse personally visited HNP stations around Port-au-Prince without top leadership present, and reportedly handed out envelopes with cash to officers, encouraging them to take action to quell the protests.[91] Meanwhile, UN investigations found the police responsible for 57 human rights violations during the October protests, including three summary executions and [z] cases of excessive use of force.[92] In the subsequent November 2018 protests, the UN recorded another six deaths and 21 injuries at the hands of police.[93]

Human rights groups fear that the government's increasingly-rapid revival of the notoriously brutal Forces Armées d'Haïti (FADH), which was disbanded in 1995 after a long history of involvement in coups, violent repression, and drug trafficking, is intended to provide the President with another tool to limit political dissent. President Moïse formally announced the re-establishment of the FADH in November 2017. [94] He appointed a High Command in March 2018, comprised of majors or colonels in the former FADH.[95] In January, 2019, the army opened its training center, and in April it graduated its first class of 250 soldiers.[96]

Violent Evictions in Pèlerin 5

In July 2018, government actors illegally and violently evicted families living in the area adjacent to President Moïse's residence.[97] Following a request from the Director of the General Directorate of Taxes, the head prosecutor in Port-au-Prince sent illegal instructions to the HNP West Department Director to drive inhabitants of Pèlerin 5 away from the area by any means whatsoever.[98] Following this order, in the presence of 50 to 60 police officers, a tractor bearing the logo of the City Hall of Tabarre destroyed the homes of seven families.[99] The demolition of some of the houses took place at night, without any warning for the families inside the homes.[100] Twenty-two people, including 10 children, were rendered homeless.[101] The government originally marked 36 homes for demolition[102] and only abandoned the destruction when neighbors exited their homes and protested.[103] Those families living in marked homes continue to live in fear, not knowing if and when their homes will also be destroyed. Police also arrested one of the residents and his cousin during the demolition. The two were imprisoned and released the next day in the middle of the night. These arbitrary arrests and detentions, without a warrant and in the absence of judicial proceedings, amounted to further intimidation tactics against the residents of Pèlerin 5.



Bodies were discarded in piles of garbage around La Saline after the November 2018 massacre there. Government-backed thugs killed some six dozen people.

Victims' representatives have filed complaints with the Chief

suite à la page(16)

LE VENEZUELA EST UNE M
NÉOCOLONIAL

Interview de Charles McKelvey

Qui est Charles McKelvey ? Il est professeur émérite au Presbyterian College de Clinton, Caroline du Sud, États-Unis, et membre du Conseil consultatif de la Section honoraire de sciences politiques du Sud de la Faculté de philosophie et d'histoire de l'Université de La Havane, La Havane, Cuba.

Il a obtenu un baccalauréat en études religieuses de la Pennsylvania State University en 1969, une maîtrise en études des centres-villes de la Northeastern Illinois University en 1972 et un doctorat en sociologie de la Fordham University en 1979. À Penn State, il a rencontré le mouvement étudiant anti-guerre et le mouvement Black Power parmi les étudiants noirs. Charles McKelvey a étudié l'œuvre de Marx et divers courants de la pensée marxiste, en particulier entre 1979 et 1990. Il s'est consacré au processus de rencontre soutenue avec les mouvements sociaux : la Jesse Jackson Rainbow Coalition de 1988 à 1990 ; le mouvement populaire au Honduras de 1990 à 1998 ; et le projet révolutionnaire cubain de 1993 à nos jours.

Boursier Fulbright, Charles McKelvey s'est rendu au Honduras, en Amérique centrale, d'août 1994 à juin 1995, pour mener des recherches sur le problème du sous-développement au Honduras et sur le travail de la Commission chrétienne pour le Développement. En 1996, le Dr. McKelvey a fondé le Center for Development Studies dont il a été directeur jusqu'en 2001. Le Centre d'études était un organisme sans but lucratif dont les objectifs étaient d'accroître la compréhension de l'Amérique centrale et des Caraïbes en menant des programmes qui intègrent le travail universitaire et les expériences de voyage. Il a mené des programmes à Cuba de 1997 à 2001, développés en coopération avec la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO-Cuba). Des professeurs d'université, des étudiants diplômés et des professionnels de dix pays ont participé à ses programmes. Le Dr. McKelvey a dirigé 11 programmes éducatifs à Cuba de 1996 à 2010. En 2011, il a créé Global Learning, une société à responsabilité limitée à un seul membre, dédiée à l'éducation internationale et à la promotion d'événements académiques à Cuba.

Ayant beaucoup voyagé à Cuba depuis 1993, il a de nombreux contacts et relations dans les secteurs cubains de l'enseignement supérieur, de la culture et du tourisme et connaît bien le fonctionnement du système cubain. Défenseur informé et passionné du projet révolutionnaire cubain, il vit la majeure partie de l'année à La Havane.

Son livre : The Evolution and Significance of the Cuban Revolution (2018) interprète le mouvement révolutionnaire cubain de 1868 à 1959 comme un processus continu qui visait l'indépendance politique et la transformation sociale et économique des structures coloniales et néocoloniales. Cuba est un symbole d'espoir pour le tiers monde. Il a aussi écrit : The African American Movement : From Pan Africanism to the Rainbow Coalition ; Beyond Ethnocentrism : A Reconstruction of Marx's Concept of Science, ainsi que de nombreux articles.

Voici l'intégralité de son Interview réalisée par Mohsen Abdelmoumen

Mohsen Abdelmoumen : Vous avez écrit un livre très pertinent et important pour comprendre la révolution cubaine : The Evolution and Significance of the Cuban Revolution. À la lumière de votre livre, peut-on dire que la révolution cubaine a été très importante pour l'émancipation non seulement du peuple cubain mais de tous les peuples d'Amérique latine ?



Le Venezuela revêt une importance particulière en raison de son rôle sous la direction d'Hugo Chávez dans la construction de l'unité et de l'intégration de l'Amérique latine en opposition à la pénétration néocoloniale et impérialiste des États-Unis.

Dr. Charles McKelvey : Je considère la révolution cubaine comme une révolution paradigmatique du tiers monde. Elle a le caractère double qui a essentiellement défini les mouvements et les révolutions du tiers monde : (1) une révolution anti-coloniale/néocoloniale qui cherche à libérer la nation de la domination impérialiste étrangère, et (2) une révolution de libération sociale, cherchant la transformation des institutions économiques, politiques et culturelles capitalistes. En outre, il s'agit d'une révolution du tiers monde avancée qui est le fruit de plusieurs facteurs : le caractère avancé des mouvements anti-impérialistes latino-américains en général, résultant du fait que le colonialisme européen moderne et l'impérialisme américain sont arrivés tôt en Amérique latine ; la présence d'une petite bourgeoisie radicalisée, en raison des conséquences négatives de la république néocoloniale de Cuba pour la classe moyenne ; et la présence de leaders charismatiques dotés d'une capacité exceptionnelle de compréhension, d'analyse et de leadership, notamment Martí dans les années 1890, Mella dans les années 1920, Guiteras dans les années 1930 et Fidel depuis les années 1950 jusqu'au début du XXIe siècle.

Je consacre environ la moitié de l'ouvrage au système mondial en cherchant à décrire le développement historique des structures mondiales de domination coloniale et néocoloniale. En plaçant la révolution cubaine dans un contexte historique et mondial, mon intention est de montrer que la révolution cubaine est une réponse intelligente et morale aux structures de domination systémiques mondiales et à la crise structurelle durable du système mondial, et mon intention est de montrer que la révolution cubaine est pleinement compatible avec les modèles généraux de révolution que les peuples colonisés ont forgés. En conséquence, la Révolution cubaine illustre la révolution des néo-colonisés et sert en même temps d'exemple inspirant et pratique aux peuples néo-colonisés de l'Amérique latine et du tiers monde.

La révolution cubaine revêt donc une importance capitale. C'est une expression avancée de la réponse du tiers monde au colonialisme, une réponse à la fois politique et morale ainsi qu'historique et scientifique. Et c'est une réponse qui provient d'en bas, des colonisés, indiquant à l'humanité le chemin vers un système mondial nécessaire plus juste et durable. De plus, Cuba et le tiers monde font cette déclaration, en paroles et en actes, en théorie et en pratique, à un moment où l'élite mondiale se tourne de plus en plus vers la sauvagerie.

Cette situation mondiale actuelle, définie par la barbarie d'en haut contre la dignité et la moralité d'en bas, appelle les peuples relativement privilégiés du Nord à un réveil de la conscience historique et mondiale. Et elle appelle les peuples du Nord à l'action politique, non seulement sous la forme de protestations et d'exigences, mais sous la forme d'une tentative de prise de pouvoir politique, afin que les délégués du peuple puissent remplacer les politiques impérialistes par des politiques de coopération Nord-Sud, comme le Sud global l'a exigé depuis un demi-siècle.

J'écris donc sur les révolutions cubaine et du tiers monde aux peuples du Nord, en particulier au peuple des États-Unis. Le rôle de l'intellectuel révolutionnaire est d'apprendre de ce que font les révolutions dans la pratique et d'éduquer le peuple sur les connaissances acquises en écoutant et en interprétant les dirigeants révolutionnaires. Un tel travail intellectuel fait partie intégrante de la pratique révolutionnaire, car une compréhension bien développée est le fondement d'une méthode politique intelligente et efficace. En ce qui concerne les révolutions cubaine et du tiers monde, la leçon la plus importante que nous apprenons est que la prise du pouvoir politique par le peuple est possible. Cela peut se faire lorsque les dirigeants développent une compréhension historiquement et scientifiquement éclairée, lorsqu'ils sont attentifs à une analyse intelligente des stratégies politiques, lorsqu'ils sont reliés aux gens et élaborent des plates-formes qui répondent aux soucis des gens, lorsqu'ils se consacrent à l'éducation et à l'organisation du peuple sur le long terme et quand ils ont un engagement de sacrifice vis-à-vis de la nation, des droits et des besoins du peuple et des autres valeurs humaines universelles. Je crois que ce sont des leçons enracinées dans la pensée et la pratique révolutionnaires que les peuples du tiers monde peuvent enseigner aux peuples du Nord.

Mohsen Abdelmoumen : La révolution cubaine qui s'est inspirée de la révolution algérienne a-t-elle atteint son objectif de libérer la classe laborieuse de la domination capitaliste et impérialiste ? D'après vous, que ce soit dans la révolution algérienne ou cubaine, le long processus de libération est-il achevé ?

Dr. Charles McKelvey : La Révolution cubaine a pour la plupart atteint ses objectifs. Mais j'utiliserais une terminologie quelque peu différente. Je dirais que la Révolution a en grande partie libéré la nation de la domination néocoloniale et le peuple de l'exploitation capitaliste. Le concept de la classe ouvrière en tant que sujet révolutionnaire est enraciné dans le travail intellectuel révolutionnaire d'une importance capitale de Marx, qui écrivait à une époque et dans un lieu où l'évidence empirique indiquait le rôle central des travailleurs dans le processus révolutionnaire. Cependant, les révolutions subséquentes en Russie, en Chine et dans le tiers monde ont montré une compréhension théorique différente, dans laquelle nous voyons que les peuples néocolonisés du monde constituent le sujet révolutionnaire dans la révolution populaire et socialiste mondiale en constante évolution.

L'accent mis sur la classe ouvrière est politiquement problématique dans le monde d'aujourd'hui. Le mot « travailleur » est ambigu. Il peut être utilisé au sens large pour inclure les médecins, les avocats, les professeurs d'université, les petits commerçants et les gens d'affaires. Mais cela peut aussi être compris dans le sens plus restreint de travailleur industriel ou de travailleur manuel, et par conséquent, certaines personnes ne se considèrent pas comme des travailleurs. Lorsque nous appelons les travailleurs au mouvement social ou à la révolution, de nombreuses personnes de la classe moyenne pensent qu'elles sont exclues. Et elles ne devraient pas être exclues, car elles sont nécessaires. Dans le cas de Cuba, par exemple, l'aile radicale de la petite bourgeoisie a joué un rôle crucial dans le triomphe révolutionnaire, et beaucoup ont fait des sacrifices héroïques. En même temps, il y a des personnes qui appartiennent à des secteurs de la population qui ne se définissent pas principalement comme des travailleurs : les Noirs, les minorités ethniques, les femmes et les écologistes. Toutes les classes populaires et tous les secteurs sociaux doivent être appelés à la révolution, à l'exception des moins de 1% qui appartiennent à la classe capitaliste. Quand Fidel a appelé le peuple à la révolution en 1953, il n'a pas invoqué la classe ouvrière mais le « peuple », et il a décrit les différentes composantes du peuple et les diverses façons dont elles sont maltraitées et exploitées par les structures existantes de domination. C'est un bon exemple pour nous.

Je voudrais aussi mentionner le mot « nation ». Dans les révolutions du tiers monde, la nation est le concept central et le point de ralliement. Les grands révolutionnaires du tiers monde et de la Chine ont tous été de grands patriotes, défendant la dignité de la nation contre la domination et l'ingérence étrangères. Mais leur patriotisme est différent du patriotisme en Europe ou aux États-Unis, parce qu'il n'est ni ethnocentrique ni arrogant ; il est internationaliste, il envisage la coopération de toutes les nations et la solidarité de tous les peuples, dans le respect des nations et des peuples.

Je dis cependant que la révolution cubaine a libéré en grande partie la nation et le peuple. Dans le contexte d'un système mondial néocolonial et d'une économie mondiale capitaliste, aucune nation ne peut atteindre pleinement la libération de son peuple. Les sanctions imposées à Cuba pour avoir insisté sur sa souveraineté ont pour conséquence que le peuple doit endurer l'absence de certains besoins matériels. En outre, la diffusion de fausses idées consuméristes dans le monde entier a un effet sur la conscience du peuple cubain, malgré l'effort soutenu de la Révolution pour éduquer le peuple aux valeurs socialistes alternatives. À Cuba, une avant-garde révolutionnaire s'est forgée, mais un peuple révolutionnaire est toujours en formation, bien que les peuples encore imparfaits comprennent assez bien qu'ils lient leur sort à la Révolution socialiste et contre le capitalisme et l'impérialisme.

Cela signifie que la libération des peuples est un processus long et mondial, et qu'il est loin d'être terminé. Comme Fidel l'a enseigné, le destin final de la révolution cubaine dépend de l'orientation du monde. Les révolutions populaires et socialistes se produisent au niveau de la nation, impliquant des efforts des organisations et des partis du peuple pour prendre le pouvoir politique dans la nation. Quand les révolutions socialistes prennent le pouvoir ou une partie du pouvoir, elles tombent parfois, et elles se maintiennent parfois pour une longue période. À l'heure actuelle, sept ou huit gouvernements dans le monde se déclarent socialistes, tous du tiers monde plus la Chine ; et il y a divers autres gouvernements qui sont alliés avec eux. Dans la pratique, ces pays développent une coopération Sud-Sud en cherchant à développer un commerce mutuellement bénéfique, et ils formulent des principes alternatifs pour l'orientation du système mondial. Il s'agit là d'un progrès considérable et important. Cependant, la révolution socialiste mondiale a besoin de plus de triomphes dans un plus grand nombre de nations, afin qu'elles puissent travailler ensemble à l'élaboration de normes internationales qui respectent la pleine souveraineté des nations, y compris leur droit à décider pour le socialisme. Leurs efforts consisteraient notamment à exiger et à faire pression constamment sur les puissances capitalistes pour qu'elles procèdent aux réformes structurelles nécessaires du système mondial. Pour illustrer cette approche des affaires internationales, Cuba travaille activement avec d'autres pays et avec des organisations internationales à l'élaboration de normes et de structures internationales alternatives qui respectent la souveraineté pleine et égale de toutes les nations et l'autodétermination des peuples.



La Révolution cubaine a en grande partie libéré la nation de la domination néocoloniale et le peuple de l'exploitation capitaliste

Mohsen Abdelmoumen : Vous avez écrit The African-American Movement : From Pan-Africanism to the Rainbow Coalition et vous avez été très engagé dans le mouvement pour les droits civiques lorsque vous étiez étudiant, vous avez été notamment délégué de Jessie Jackson à la Convention démocrate nationale en 1988. Que reste-t-il de ces grands mouvements très importants que sont le panafricanisme et les droits civiques, surtout avec l'émergence aujourd'hui de

MENACE POUR LE SYSTÈME L MONDIAL ».

l'extrême-droite et des suprématistes blancs aux États-Unis ?

Dr. Charles McKelvey : À la fin des années 1960 et au début des années 1970, j'étais un jeune étudiant qui cherchait à comprendre les problèmes sociaux qui agitaient le peuple des États-Unis, et ma quête a mené à des liens avec les mouvements étudiants anti-guerre et du Black Power. Aux États-Unis, le mouvement étudiant s'est désintégré dans les années 1970, victime de sa compréhension limitée, de ses erreurs tactiques et de ses divisions. Surtout, il n'a pas su tirer la leçon la plus importante de la guerre du Vietnam, à savoir que la lutte vietnamienne était une lutte anticoloniale, défendant les droits souverains des nations contre les pouvoirs coloniaux et néocoloniaux. Et la plupart n'ont pas appris que la guerre reflétait une tendance générale et qu'il ne s'agissait pas simplement d'une erreur de jugement du gouvernement des États-Unis dans le cas du Vietnam. Même si la guerre du Vietnam a fourni un contexte pour poser des questions et tirer des leçons sur le caractère fondamentalement impérialiste et antidémocratique de la politique étrangère américaine, et même s'il y avait un courant de pensée anti-impérialiste dans le mouvement étudiant anti-guerre, le mouvement en général n'était pas capable d'apprendre systématiquement de telles leçons et de les enseigner au peuple. Il n'a pas réussi à former un mouvement étudiant ou un mouvement anti-impérialiste populaire, présentant une politique étrangère alternative au peuple, comme une dimension constante du débat public américain.

Le mouvement du Black Power a été réprimé au début des années 1970, les dirigeants des organisations nationalistes noires étant tués, emprisonnés ou en exil. Utilisant les acquis de l'ère des droits civiques, le mouvement noir s'est par la suite installé dans une participation politique idéologiquement modérée et réformiste. Depuis les années 1980, un cadre de référence antiraciste est apparu, axé sur les formes de survie du racisme blanc dans la société américaine et dans le monde. Même s'il est vrai, le cadre antiraciste est limité. Une plus grande attention devrait être accordée : à la formation d'une coalition populaire multiraciale et multiculturelle qui cherche à protéger les droits sociaux et économiques de tous ; au développement économique de la communauté noire ; et à une transformation du système mondial néocolonial et au développement d'une politique étrangère anti-impérialiste de coopération Nord-Sud. C'étaient les propositions fondamentales de Malcolm X, du Dr. Martin Luther King, Jr. et du mouvement du Black Power dans les années 1960, et elles ont été reprises dans les campagnes présidentielles du révérend Jesse Jackson dans les années 1980.

J'étais un enseignant en Caroline du Sud dans les années 1980 et j'ai eu l'honneur d'être choisi par les délégués de l'État de Caroline du Sud comme délégué de Jackson à la Convention démocratique nationale de 1988. Le révérend Jackson a parlé de la nécessité de développer la Rainbow Coalition en tant qu'organisation de masse au niveau national, et nous, les délégués Jackson de la Caroline du Sud, nous nous sommes réunis à diverses occasions pour tenter de la développer dans notre État. Mais nous n'avons pas réussi à faire avancer cet effort et nous n'avons pas réussi à faire de la Rainbow Coalition un organisme de masse qui éduque constamment la population et participe au débat public.

Mohsen Abdelmoumen : Selon vous, que reste-t-il de la gauche américaine ? Où est passé le grand mouvement ouvrier qu'ont connu les États-Unis ?



La révolution cubaine revêt donc une importance capitale. C'est une expression avancée de la réponse du tiers monde au colonialisme, une réponse à la fois politique et morale ainsi qu'historique et scientifique.

Dr. Charles McKelvey : Le mouvement ouvrier aux États-Unis a été récupéré grâce à des compensations matérielles, rendues possibles par la surexploitation de vastes régions de la planète et par des dépenses déficitaires. Le processus de récupération a été facilité par une longue histoire de répression des dirigeants ouvriers les plus radicaux. Le processus de récupération a atteint ses limites dans les années 1970, avec la conquête des peuples de la terre géographiquement et écologiquement surexploitée, avec les peuples du monde dans un mouvement anti-systémique, avec un déficit public trop important, l'économie étant en proie à l'inflation et à la stagnation, et les États-Unis en net déclin au niveau de la production et du commerce. À cette époque, il manquait au mouvement ouvrier une aile radicale, héritage de décennies de réformisme et de répression, et il a été écarté des courants de pensée radicaux représentés par le Black Power et des mouvements étudiants contre la guerre, à la suite du grand changement culturel de la fin des années soixante. Dans ces conditions, le mouvement ouvrier n'a pas été en mesure de répondre efficacement au virage néolibéral de l'après-1980.

Avec la récupération du mouvement ouvrier, la désintégration du mouvement étudiant anti-guerre, le virage antiraciste limité du mouvement noir après 1972 (à l'exception des candidatures présidentielles de Jesse Jackson), la gauche n'a pas été préparée à relever les défis de la période post-1980. Les Noirs, les femmes et les écologistes se sont concentrés sur leurs problèmes particuliers. Les progressistes en général ont sauté d'une cause à l'autre. En effet, la gauche est fragmentée et confuse. Elle n'a pas réussi à développer une analyse historique, globale et complète des problèmes auxquels la nation et le monde sont confrontés, avec des propositions spécifiques qui répondent aux besoins et aux préoccupations des gens.

Mohsen Abdelmoumen : Comment expliquez-vous la montée de l'extrême-droite aux États-Unis et en Amérique latine ?

Dr. Charles McKelvey : En raison de sa confusion et de sa fragmentation, la gauche américaine n'a pas été en mesure de formuler un récit alternatif sur la nation. Un tel récit alternatif reconnaîtrait les réalisations et les acquis de la Révolution américaine : la mise en place d'une république moderne et indépendante, mais dotée d'une démocratie représentative bourgeoise, qui limite la portée des droits démocratiques et exclut de nombreuses personnes de l'exercice de ces droits. Sur cette base, un récit alternatif pourrait se rattacher aux grands mouvements populaires des travailleurs, des Noirs et des femmes, qui ont cherché à approfondir et à élargir la théorie et la pratique révolutionnaires américaines de la démocratie. Tel est l'héritage que la gauche doit aujourd'hui revendiquer, le reformuler mondialement et projeter une vision d'une nation démocratique participant au développement d'un système mondial plus juste, démocratique et durable.

Avec l'incapacité de la gauche à formuler un récit cohérent qui se nourrit des sentiments de notre peuple, les inquiétudes de ce dernier s'aggravent, alimentées par des insécurités économiques et professionnelles ainsi que par un monde caractérisé par de multiples manifestations de violence et de criminalité et par une migration internationale incontrôlée. Les gens n'ont pas été sensibilisés aux causes de ces problèmes, mais ils ont suffisamment de bon sens pour comprendre que le gouvernement et les puissants ne s'intéressent pas à eux. Dans ces conditions, le peuple est vulnérable aux discours de la droite qui prône une nouvelle forme de nationalisme. Les gens n'ont pas un intérêt objectif dans le programme néonationaliste de Trump, mais la rhétorique néonationaliste touche les émotions des gens. Le néolibéralisme d'Obama et des Clinton ne répond que superficiellement aux besoins du peuple, et il est de plus en plus discrédité. La social-démocratie de Bernie Sanders et d'autres membres de l'aile progressiste du Parti démocrate répond davantage aux besoins du peuple, mais il lui manque une compréhension globale et historique des défis auxquels le pays est confronté, ce qui est dans une certaine mesure ressenti par le peuple. Une proposition de la gauche, enracinée dans une analyse globale, historique, scientifique et globale, et capable de délégitimer le néonationalisme devant le peuple, n'est pas présente.

Les forces de la droite néolibérale et impérialiste et de l'ultra-droite néolibérale et néonationaliste ont pris le pouvoir politique en Argentine, en Équateur et au Brésil, ce qui représente un revers important pour la gauche latino-américaine, qui a enregistré des gains significatifs au cours des vingt dernières années. Ces acquis de la droite ont toutefois été obtenus grâce à la tromperie et à la corruption, et le peuple a rejeté son programme, maintenant qu'il est devenu manifeste. Les avancées de la droite ont été complètement différentes de celles de la gauche, qui ont été obtenues sur la base d'une analyse historique et scientifique de la situation politico-économique et culturelle de l'Amérique latine, et avec la proclamation claire et la mise en œuvre ultérieure d'un programme pour défendre la Nation et le peuple. Par conséquent, je ne considère pas les progrès récents de la droite en Amérique latine comme durables, malgré le fait que les États-Unis continueront à soutenir la droite et à attaquer la gauche en Amérique latine.

Mohsen Abdelmoumen : Comment analysez-vous l'offensive impérialiste US qui vise le Venezuela ?

Dr. Charles McKelvey : Le Venezuela est une menace pour le système néocolonial mondial. Il cherche une voie indépendante de développement économique autonome, laissant derrière lui le rôle périphérique qui lui avait été assigné, à savoir créer des capitaux pour le Nord par le biais de son industrie pétrolière sous contrôle étranger, fournir du pétrole aux sociétés de consommation du Nord et acheter les produits manufacturés excédentaires du Nord. La recherche par le Venezuela d'une route autonome est incompatible avec le système néocolonial mondial, qui exige la subordination des nations prétendant être indépendantes. Le Venezuela revêt une importance particulière en raison de son rôle sous la direction d'Hugo Chávez dans la construction de l'unité et de l'intégration de l'Amérique latine en opposition à la pénétration néocoloniale et impérialiste des États-Unis.

Mohsen Abdelmoumen : On remarque une offensive US dans de nombreux pays d'Amérique latine comme le Nicaragua, le Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Equateur, etc. D'après vous, les États-Unis continuent-ils leurs opérations noires menées par la CIA pour déstabiliser des mouvements de gauche en Amérique latine ?

Dr. Charles McKelvey : Nous ne pouvons jamais être certains du rôle de la CIA, mais la politique américaine est certainement de déstabiliser les gouvernements de gauche en Amérique latine et de décourager les mouvements de gauche. L'administration Trump a récemment défini le Venezuela, Cuba et le Nicaragua comme une « troïka du mal », et elle a intensifié ses agressions contre eux. C'est en effet conforme à la logique néocoloniale et impérialiste, car les trois nations, à la recherche d'une voie autonome et socialiste, remettent en question le système néocolonial mondial et les objectifs impérialistes des États-Unis. Bien qu'elle ne fasse pas partie de la troïka, la Bolivie cherche également une route indépendante et constitue une menace pour les intérêts impérialistes des États-Unis. En outre, la logique impérialiste impliquerait de semer la division dans les mouvements sociaux de l'Équateur, de l'Argentine et du Brésil, car ces mouvements ont un fort potentiel pour ramener au pouvoir des gouvernements socialistes et progressistes. L'offensive des États-Unis contre l'Amérique latine a sa logique, si vous prenez pour acquis les préceptes du néocolonialisme et de l'impérialisme, et si vous pensez que la politique étrangère américaine a pour but de promouvoir et défendre le pouvoir politique et économique américain dans le monde.

Mohsen Abdelmoumen : Pourquoi, d'après vous, l'administration US continue-t-elle à considérer l'Amérique latine comme son arrière-cour ?

Dr. Charles McKelvey : Si les États-Unis veulent rétablir leur hégémonie déclinante dans un système néocolonial mondial, ils doivent considérer l'Amérique latine comme leur arrière-cour, c'est-à-dire qu'ils doivent faire en sorte d'avoir accès aux ressources naturelles, à une main-d'œuvre bon marché et aux marchés latino américains sans aucune difficulté. La reconnaissance de ces besoins matériels de l'économie US est le moteur de la politique américaine à l'égard de l'Amérique latine aujourd'hui.

Cependant, les principes des intentions américaines sont faux. La montée et la chute des puissances hégémoniques est une tendance normale dans le système mondial, et les États-Unis ne peuvent pas restaurer leur hégémonie. En outre, le système néocolonial mondial lui-même n'est pas viable, en raison de ses contradictions, dont la plus importante est que le système mondial a été construit sur une base de conquête et d'exploitation, et qu'il est à court de nouvelles terres à conquérir et de nouveaux peuples à exploiter.

Par conséquent, un changement de paradigme est nécessaire en ce qui concerne la politique US. Les États-Unis devraient rechercher de nouvelles formes de production et d'investissement qui impliqueraient un ajustement conforme au déclin productif et commercial de la nation. Et ils devraient s'efforcer de mettre en œuvre, en coopération avec d'autres gouvernements, des changements structurels mondiaux qui impliqueraient le développement d'un système mondial plus durable. À cet égard, il est particulièrement important de transformer l'exploitation des échanges inégaux entre le noyau central et les régions périphériques enracinées dans le colonialisme, en un commerce mutuellement bénéfique entre les nations.

Un tel changement de paradigme est peu probable sans la prise du pouvoir politique aux États-Unis par les représentants du peuple, en remplacement des politiciens qui défendent les intérêts du capital.

Mohsen Abdelmoumen : À votre avis, les peuples du sud et ceux du nord n'ont-ils pas un destin commun qui est de combattre l'oligarchie mondiale qui saigne la planète entière ?

Dr. Charles McKelvey : Oui, les peuples du Nord et du Sud ont le devoir moral commun de collaborer au développement d'un système mondial plus juste, caractérisé par le respect de la souveraineté des nations et du commerce mutuellement bénéfique, et qui s'occupe intelligemment des problèmes humains communs, comme les changements climatiques. Les peuples du Sud ont appelé à la coopération Nord-Sud depuis qu'ils ont forgé le projet du Tiers Monde dans les années 1950. Mais le Nord n'a pas réagi. L'élite mondiale a démontré depuis les années 1970 qu'elle ne s'occupe que de ses intérêts particuliers. Les politiciens donnent la priorité à leur carrière politique plutôt qu'au bien public. Et les intellectuels et les activistes de gauche ont révélé un ethnocentrisme discret, ne trouvant pas le temps d'étudier les mouvements sociaux du tiers monde, d'où ils tireraient des enseignements importants concernant les structures globales de domination et les mouvements sociaux forgés par le bas, des enseignements qui leur permettraient de formuler et d'agir avec une plus grande intelligence et efficacité.



Dr. Charles McKelvey

Mohsen Abdelmoumen : Israël continue à tuer des Palestiniens dans l'indifférence du monde. Comment expliquez-vous l'impunité dont jouit l'entité criminelle d'Israël ?

Dr. Charles McKelvey : Israël est un allié stratégique des États-Unis dans une région du monde dotée d'importantes ressources naturelles, ce qui, bien entendu, entraîne l'impunité. De plus, la formulation du problème est peut-être plus importante. La création d'Israël s'est conformée au modèle général mondial de colonisation européenne sur les terres d'autres peuples, qui ont

suite à la page(15)

Quels pions Trump et ses conseillers ont-ils placés sur l'échiquier international ?

Par Raul Antonio Capote

Donald Trump, l'homme d'affaires devenu président par le vote minoritaire du peuple étasunien - il a obtenu moins de voix populaires que sa rivale Hillary Clinton lors d'élections marquées par un niveau d'abstention élevé – est aujourd'hui confronté à une véritable impasse, une de plus du labyrinthe dans lequel son administration s'est engagée.

Peu de choses réussissent au président. L'un de ses rêves les plus chers, les négociations sur la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), un rêve qui lui a fait chérir les lauriers de la gloire, lui a été enlevé. L' « accord du siècle » a volé en éclats, entre autres, en raison de la mauvaise volonté et de la maladresse du Secrétaire d'État Mike Pompeo et du conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton. Les dernières déclarations de Bolton sur le sujet ont été qualifiées de « stupides » par le vice-ministre des Affaires étrangères de la RPDC, Choe Son Hui.

Les deux politiciens semblent rivaliser pour voir lequel dit le plus gros mensonge et, surtout, qui le dit en premier. Ils se contredisent, ils se trompent, ce qui a été considéré par le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodriguez Parrilla, lors d'une conférence de presse au siège de ce ministère, comme un signe de « précipitation et d'improvisation ».

Le 17 avril dernier, Bolton a déclaré devant les restes ignobles de la Brigade mercenaire 2506 à Miami, « ensemble nous pouvons finir ce qui a commencé sur ces plages ». On ne peut que rire devant une telle bêtise. Sur les sables de la plage de Giron, dans la Baie des Cochons, furent enterrés le mépris, l'arrogance et l'orgueil vain de l'Empire. C'est plutôt la puissance des États-Unis sur le continent qui a commencé à s'effondrer sur cette plage. Ils veulent finir ce qui est commencé ?



Comme Rubio, Pence, Bolton, Pompeo et compagnie, qui souhaitent l'effondrement de l'économie du Venezuela de façon à plonger ce pays dans le chaos.

Le pari sur l'effet domino

Trump n'a pas réussi à venir à bout d'ISIS (Daech), et les grands médias de l'Empire n'ont pas réussi non plus à faire avaler aux gens la pilule de la victoire. L'Afghanistan est toujours un bourbier dont ils peinent à sortir, la situation en Irak se complique au fil des jours, l'Iran résiste aux sanctions et aux menaces, et, comme si ce n'était déjà pas suffisant, les erreurs concernant la question coréenne ont permis à la Russie – elle a réussi une manœuvre politique habile –, de prendre de l'avance sur son adversaire yankee en lançant une initiative qui pourrait s'avérer un véritable « accord du siècle ».

Le coup d'État au Venezuela était censé être le « plan salvateur ». L'ambitieux sénateur Marco Rubio, ennemi acharné du peuple cubain, aurait « vendu » à Trump l'idée qu'il pourrait faire d'une pierre deux coups : « Si le Venezuela tombe, Cuba tombe, puis c'est au tour du Nicaragua ». L'effet domino commencerait et Donald entrerait dans l'histoire comme le président ayant réussi l' « impensable ».

Mais nous savons déjà comment s'est terminé le coup d'État orchestré par les champions Yankees. Un autre de leurs rêves qui s'est brisé.

Nous devons gagner, « coûte que coûte »

Gagner coûte que coûte, c'est pourquoi « toutes les options sont sur la table ». Le renversement du président Nicolas Maduro représenterait une « grande victoire politique », son plus grand tour de force. Pour le cercle ultraconservateur de Trump, c'est la grande opportunité historique de réaliser ce que tant de présidents ont tenté et aussi d'obtenir la réélection tant souhaitée.

L'équipe de Trump élabore plan après plan, ils se creusent la cervelle - nous ignorons si cette élite a été choisie ou si elle lui a été imposée, ils ont peut-être un atout dans leur manche, une preuve de certains des « écarts » de Donald. Ils ne peuvent pas perdre au Venezuela, disent-ils, mais la possibilité réelle d'échec hante l'esprit du patron et de ses plus proches collaborateurs.

Pour s'éviter un fiasco inédit, ils resserrent le siège, ils font ce que personne n'imaginait, ils violent toute éthique, toutes les normes, ils sont prêts à aller jusqu'au bout, jusqu'à déclencher une guerre aux proportions inimaginables. Ils font preuve d'une obsession démentielle, agissant contre toute logique.

L'offensive économique contre Cuba et le Venezuela est sans précédent, c'est une agression aux proportions apocalyptiques, infâme dans toute sa dimension et sa signification.

Ils s'attendent à ce que la faim, les maladies et la misère provoquent le désespoir du peuple et à ce que le peuple vénézuélien se révolte contre lui-même et, malgré les leçons de l'Histoire, ils s'attendent à la même chose à Cuba.

« Zéro économie » au Venezuela, tel est le plan de « têtes brûlées » comme Rubio, Pence, Bolton, Pompeo et compagnie, qui souhaitent l'effondrement de l'économie et plonger ce pays dans le chaos. Puis, selon leurs calculs, ce sera au tour du +gouvernement cubain, l'Île ne pouvant résister à une telle offensive. C'est alors qu'ils procèderaient au « nettoyage » avec leurs canons.

Le labyrinthe se complexifie

Trump est à la croisée des chemins. En bon homme d'affaires, il doit savoir que son meilleur coup est de remonter le temps, que les meilleures affaires sont les deals « gagnant-gagnant », mais aveuglé par l'arrogance et les « mauvais conseils », il insiste pour s'enfoncer dans le labyrinthe, pour avancer la fin, coup après coup, en augmentant la mise sans aucune chance. Il n'échappera jamais à son propre jeu.

Il ne peut pas gagner. Tout au plus recueillera-t-il la poussière du sol baigné du sang de nos deux peuples irréductibles, deux peuples pacifiques quand il s'agit de travailler et de vivre en paix, mais deux peuples de guerriers quand il s'agit de défendre l'honneur et la liberté.

Le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Diosdado Cabello, a déclaré que « l'impérialisme approfondit sa phase de désespoir » contre le pays. Le désespoir les rend dangereux, on peut s'attendre à tout de la clique d'incapables qui entoure le président Trump.

Il n'y a rien au-delà du labyrinthe, rien qu'une terre désolée et la honte historique de ceux qui rêvent de priver les autres de leur liberté. S'ils persistent dans cette voie, l'humiliation et la défaite les attendent.

Granma 22 mai 2019

La fabrication d'un « violeur »

Par Pamela Anderson

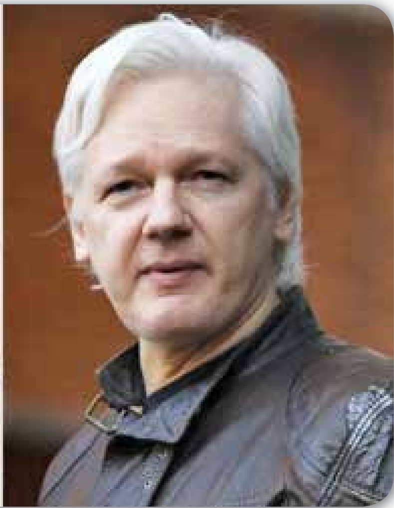
Aujourd'hui, je veux m'exprimer en tant que femme. Une femme qui a survécu à un viol et à des abus sexuels. Une femme qui sait combien les hommes peuvent être cruels et combien les blessures sont profondes dans l'âme d'une femme. Aujourd'hui encore, je me souviens de la douleur atroce. Aujourd'hui encore, je ressens l'agonie. Aujourd'hui encore, ces visages hantent mon sommeil – un destin partagé par d'innombrables femmes à travers le monde. Non, je ne défendrai jamais un violeur, il n'y aura jamais d'excuse pour ne pas punir ce crime et ses auteurs. Nous nous devons à nous-mêmes, à nos sœurs et à nos filles, de prendre la parole et de lutter contre la complaisance.

Mais dans notre détermination à faire ce qui est juste, n'oublions jamais le risque d'erreur, et le pouvoir des fausses accusations. Car les mêmes facteurs qui rendent les allégations de viol si difficiles à prouver devant un tribunal, les rendent encore plus difficiles à réfuter devant l'opinion publique. Par conséquent, les fausses allégations d'inconduite sexuelle ont toujours été l'outil de choix pour toute campagne de lynchage, de chantage ou de calomnie. Une fois qu'une personne a été estampillée « violeur », qu'elle ait été condamnée, inculpée ou simplement accusée, sa réputation n'a pas seulement été condamnée à mort, mais a déjà été exécutée en public.

Et c'est la raison pour laquelle je prends la parole aujourd'hui. Pour défendre un ami. Un ami que j'aime beaucoup, mais dont la santé s'étiole, dont les espoirs s'évanouissent et dont le temps s'épuise. Un ami qui a osé dire la vérité au pouvoir, qui a fait la lumière sur leurs actes criminels et qui en paie maintenant le prix. Un ami dont la voix a été étranglée, dont les mains ont été menottées et dont le nom a été calomnié. Il s'appelle Julian Assange.

Rappelons-nous que Julian n'a jamais été reconnu coupable d'une infraction sexuelle, qu'il n'a jamais été formellement accusé d'une

suite à la page(15)

Pamela Anderson et Julian Assange

Rose Lokissim: tchadienne rebelle, insoumise, oubliée

Par Frantz Latour

Elle s'appelle Rose Lokissim. Originaire du Tchad, elle est née en 1953. On sait très peu de choses de ses années d'enfance et d'adolescence qui ont pu être difficiles au sein d'une famille dotée de peu.

Belle, indomptable, courageuse, femme hors du commun, Rose Lokissim fut l'une des premières femmes devenues soldat d'élite dans l'armée du Tchad. Femme jeune, indépendante et brillante, elle choisit de devenir soldat. Un choix téméraire, car l'armée a toujours été considérée au Tchad, ailleurs du reste, comme un métier d'homme. Rose sera une femme parmi les « élites».

Bien qu'elle fît partie d'un corps d'élite, elle se rendit vite compte des dérives, abus d'autorité et violences du gouvernement. Ultimement, elle entra dans l'opposition à la dictature d'Hissène Habré dans les années 1980, et elle n'arrêta pas de dénoncer les brutalités du régime, les disparitions, les tortures. Elle fut arrêtée le 14 septembre 1984 et incarcérée dans la sinistre prison dite des «Locaux», dans la cellule «C», la «cellule de la mort», avec les détenus politiques, étant la seule femme parmi soixante hommes. La cellule «C» est un abîme surpeuplé d'où aucun prisonnier politique n'était censé ressortir vivant.

Avant son arrestation, Rose était infatigable dans son travail de fourmi à chercher et à trouver et à dénoncer les auteurs de viols, de violences, d'extorsions de biens d'autrui, d'assassinats et de disparitions au petit matin. Elle forçait l'admiration de sa famille et de très proches personnes qui connaissaient les risques qu'elle encourait. Elle survécut pendant huit mois à la torture et à l'enfer de la cellule C avant d'être transférée dans une cellule réservée aux femmes où elle forçait l'admiration de ses codétenues auxquelles elle offrait un appui moral de tous les instants, armée d'un inébranlable courage et d'une exceptionnelle force d'âme.

Rose Lokissim ne se plaignait jamais mais au contraire aidait les autres prisonnières à supporter leur calvaire. Au prix de risques considérables, Rose se donna pour tâche de faire connaître au monde extérieur l'horreur de la prison et le sort des prisonniers. Pendant des mois, elle notait le nom des prisonniers, des morts et des disparus, rassemblant de nombreux détails sur le moindre bout de papier qui s'offrait à elle. Elle s'organisait pour faire passer ces informations aux familles des détenus qui étaient restées sans aucune nouvelle de leurs proches après leur arrestation. En prison, elle ne cessait de jeter à la face de ses bourreaux que le temps viendrait où Hissène Habré et ses sbires, ses tortionnaires seraient jugés pour crimes contre l'humanité.

Dénoncée, Rose fut interpellée dans sa cellule par des agents de la redoutable DDS. D'après son procès-verbal d'interrogatoire en date du 15 mai 1986 retrouvé dans les archives de la police politique, Rose reconnut les faits. Ses interrogateurs ont d'ailleurs noté : *«Mentionnons que pendant deux ans de détention, l'intéressée n'a pas changé de langage mais bien au contraire se glorifie. Etant donné qu'elle est irrécupérable et continue de porter atteinte à la sécurité de l'Etat même en prison, il serait souhaitable que les autorités la pénalisent sévèrement.»* **Rose fut exécutée le jour même. Un militaire témoin de son exécution aurait dit :** *«Elle a été très brave, elle n'a pas dit un mot.»*

Dans une ultime et extraordinaire vision prophétique, Rose donna à ses bourreaux rendez-vous avec l'Histoire. A la fin du procès-verbal du 15 mai 1986, ils ont consigné ses dernières paroles : *«Elle affirme que, même si elle doit mourir au cachot, elle ne regrette pas car le Tchad la remerciera et l'Histoire parlera d'elle.»* Presque trente ans après sa mort, la mission que Rose s'était fixée allait se concrétiser.

En effet, le lundi 30 mai 2016, à Dakar, au Sénégal, pour la première fois, un tribunal interafricain condamnait l'ancien despote Hissène Habré pour des violations massives des droits de l'Homme, sur la base de la compétence universelle. Hissène Habré, l'ancien et sanguinaire dictateur qui avait régné par la terreur sur le Tchad de 1982 à 1990 était reconnu coupable de crimes contre l'humanité, viols, exécutions, esclavage et enlèvements. Il fut condamné ce lundi à la prison à perpétuité.


Rose Lokissim, rebelle, insoumise, amazone hors pair, une destinée tragique

La réalisatrice Espagnole, Isabel Coixet, une humaniste au grand cœur, a retracé dans le documentaire *Parler de Rose,* l'histoire émouvante de cette femme héroïque dont elle a éclairé le visage et le parcours, prononcé son nom, retransmis sa parole et son action au-delà de la prison où elle a été assassinée, au-delà du Tchad qui l'a vu naître, pour qu'elle ne meure jamais dans la mémoire du peuple tchadien, de l'Afrique et de l'humanité en lutte pour qu'un autre monde soit possible.

Et Rose, elle aura vécu, notre sublime Lokissim, comme une vraie rebelle, comme une authentique insoumise, l'espace de son immense courage récompensé et auréolé par une éclatante victoire posthume, pour elle et pour toutes les victimes de la tyrannie : la prison à perpétuité pour Habré.

28 mai 2019 Sources :

Reed Brody, Olivier Bercault. *La prophétie de Rose, prisonnière d'Hissène Habré.* Libération, 1er juin 2015.

Rose Lokissim. Une amazone hors pair, une destinée tragique . afrocultureblog.co.uk. 15 mai 2018.

Assanatou Baklé. *Rose Lokissim, L'insoumise qui a eu raison de Hissène Habré.* Le Nouvel AFRIK.com. 16 août 2016.

Emmanuel Bossennec. *« Parler de Rose », une histoire de la terreur sous Hissène Habré.* [Un documentaire d'Isabel Coixet]. Le Monde Afrique. 20 janvier 2016.

La mémoire au service des luttes: Ignace Joseph

Par FUIQP & Alain Saint-Victor

Il y a 216 ans Joseph Ignace se suicidait.

Ouvrier charpentier esclave, il participe au grand soulèvement de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) en 1792. Il prend par la suite la direction d'un groupe de marrons pour continuer la lutte.

Au moment de l'abolition de l'esclavage de 1794, il s'engage dans l'armée républicaine et devient capitaine en 1801 puis chef de bataillon en 1802. Il est, à ce titre, nommé commandant du fort de la Victoire situé à Pointe-à-Pitre. Il participera à tous les combats démocratiques de la période, du renvoi des représentants de l'autorité française (1799) à la résistance contre le rétablissement de l'esclavage.

Le 6 mai 1802 (soit trois mois après le débarquement de Leclerc à Saint Domingue), le général Richepance et ses 3 740 soldats débarquent à Point-à-Pitre pour rétablir l'esclavage. Il remplace les troupes noires dans les places fortes par ses propres hommes.

Rappelons qu'à cette époque, la Martinique est sous domination britannique et ne connaitra la fin de l'esclavage que jusqu'en 1848, sous la Deuxième République (1848-1852).


Ignace Joseph

Joseph Ignace rejoint la résistance menée par Delgrès avec ses hommes. Il défend une ligne radicale en refusant non seulement le rétablissement de l'esclavage, mais en exigeant également l'indépendance de la Guadeloupe. Le 25 mai, ses troupes sont assiégées par l'armée française, supérieure en nombre et en armes.

La résistance d'Ignace et de ses troupes est héroïque et se solde par 700 martyrs. Les 250 survivants seront exécutés le lendemain.

Ignace refuse de se rendre. Il se suicide en respectant le serment qu'il avait fait de « Vivre libre ou mourir ».

Repose en paix frère et camarade. Merci pour cette leçon de dignité.

Texte: FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

Maradona, la politique en crampons

Par Oliver Pironet

L'Argentin Diego Maradona, figure mondiale du football, fait l'objet d'un nouveau film documentaire réalisé par le cinéaste britannique Asif Kapadia. Il sera projeté ce 19 mai au Festival de Cannes. L'ancien joueur, qui s'est souvent illustré par ses frasques en dehors du terrain, est également un homme très ancré à gauche. Et qui ne s'en est jamais caché, au risque de… déplaire. Retour sur trente ans d'engagements.



Diego Maradona et ses amis Fidel Castro et Hugo Chavez

L'ex-prodige du ballon rond Diego Armando Maradona, actuel entraîneur de l'équipe mexicaine des Dorados de Sinaloa, a récemment écopé d'une amende par la fédération de football du Mexique. Il faisait l'objet d'une procédure disciplinaire pour manquement à la « neutralité politique et religieuse » qu'impose le code éthique de l'instance sportive. Son « forfait » ? Le 31 mars dernier, lors de la conférence de presse organisée après un match remporté par les Dorados, l'Argentin a tenu à « dédier ce triomphe à Nicolás Maduro [le président du Venezuela] et à tous les Vénézuéliens qui souffrent », et en a profité pour étriller les États-Unis de M. Donald Trump, responsables à ses yeux de la crise que traverse Caracas : « Les shérifs de la planète que sont ces Yankees croient qu'ils peuvent nous piétiner parce qu'ils ont la bombe la plus puissante du monde. Mais non, pas nous. Leur tyran de président ne peut pas nous acheter » (1).

Le « gamin en or » (pibe de oro) — le surnom de Maradona en raison de son génie précoce né sur les terrains vagues du bidonville où il a grandi — n'en est pas à son premier coup d'éclat en faveur de M. Maduro. En tout début d'année, il a publié sur les réseaux sociaux un message de soutien à l'attention du chef de l'État vénézuélien, en butte à la contestation conduite par M. Juan Guaido, autoproclamé « président par intérim » avec la bénédiction de Washington : « Malgré les traîtres et l'impérialisme qui veulent gouverner le Venezuela, le peuple a réélu Nicolás Maduro à la présidence. Hugo Chávez nous a montré la voie et cette voie c'est Nicolás Maduro (…). Ils n'ont pas réussi avec Fidel [Castro], ils n'ont pas réussi avec Hugo, encore moins avec vous. Le Venezuela vaincra ! » Au cours de la campagne présidentielle vénézuélienne de mai 2018, l'ancien numéro 10 argentin est allé jusqu'à « mouiller le maillot » : il s'est rendu en personne au dernier meeting de M. Maduro, à Caracas, et s'est présenté à la tribune comme son « soldat ». En août 2017, alors que le Venezuela connaissait de graves violences, il lui avait déjà témoigné son appui, se disant même « chaviste jusqu'à la mort ».

Diego Maradona n'a jamais cherché à dissimuler ses sympathies pour le chavisme comme pour le socialisme latino-américain. On a pu ainsi le voir à plusieurs reprises aux côtés de feu Hugo Chávez, le fondateur de la « révolution bolivarienne » vénézuélienne. Notamment lors du « sommet des peuples » organisé à Mar del Plata (Argentine) en novembre 2005. Ce rassemblement altermondialiste se déroulait en marge du IVe Sommet des Amériques qui réunissait, entre autres, les deux « ennemis » George W. Bush et Hugo Chávez. Arrivé sur place après une nuit passée à bord du « train de l'Alba » (2) en compagnie de M. Evo Morales (futur président de la Bolivie) et de nombreux militants opposés au projet de zone de libre-échange régionale promu par Washington, Maradona s'est distingué, avant d'embarquer à Buenos Aires, par une sortie musclée contre le président américain : « Je suis fier, en tant qu'Argentin, de pouvoir monter dans ce train pour exprimer mon rejet à l'égard de cette poubelle humaine que représente Bush. Je veux que tous les Argentins comprennent que nous luttons pour la dignité (3) ». Le leader vénézuélien l'invitera sur l'estrade pendant le discours qu'il prononce le 4 novembre 2005 au stade de Mar del Plata. « Vive Maradona, vive le peuple ! », scande Chávez à l'unisson avec la foule. À sa mort en 2013, Maradona appellera à « poursuivre l'héritage » d'« El Comandante » et à « continuer la lutte ». Car il « a changé la manière de penser des Latino-Américains qui [s'étaient] soumis leur vie entière aux États-Unis ». (4)

Avant Nicolas Maduro, Hugo Chávez et Evo Morales, il y eut Fidel Castro. En 1987, alors au sommet de sa gloire avec le club de Naples et l'Albiceleste (champion d'Italie avec l'équipe napolitaine et vainqueur de la Coupe du monde avec sa sélection nationale, l'année précédente), le maître à jouer argentin voyage à Cuba, où il fait la connaissance du dirigeant socialiste. Il noue une relation de confiance avec Castro, qu'il dit admirer depuis toujours — « On a passé cinq heures à discuter du "Che" [Ernesto Guevara], de l'Argentine, de Cuba… (…) C'est le seul homme politique, si on peut dire, qu'on ne pourra jamais traiter de voleur, même si l'Amérique ne s'en prive pas. (…) C'est un révolutionnaire. Les politiciens accèdent au pouvoir avec le fric, lui c'est avec le fusil », explique-t-il au cinéaste Emir Kusturica. Cette amitié « révolutionnaire » se traduira par de nombreux séjours dans l'île, notamment pour soigner son addiction à la cocaïne. Présent à La Havane pour les funérailles du « líder máximo », en 2016, l'idole des terrains déplorera la perte d'un « second père ».

L'ancien champion du monde n'hésite pas non plus à s'exprimer sur le conflit israélo-palestinien. Au président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, qu'il rencontre à l'occasion de la finale du Mondial de football en Russie, à l'été 2018, Maradona déclare : « Dans mon cœur, je suis palestinien ». En 2012, évoquant la lutte des Palestiniens contre l'occupation israélienne, il confie : « Je les respecte et je les comprends ». Et lorsqu'un déluge de feu s'abat sur Gaza au cours de la guerre lancée par Tel-Aviv contre le territoire côtier, en juillet-août 2014 (plus de 2 200 morts, dont 75 % de civils), il donne de la voix pour dénoncer les massacres : « Ce qu'Israël fait aux Palestiniens est honteux » (5) .

Toutes ces prises de position détonent dans l'univers du ballon rond, où la plupart des sportifs réfléchissent au moins à deux fois avant d'afficher leurs préférences politiques, à l'exception récente de plusieurs footballeurs brésiliens. Lors de la dernière élection présidentielle au Brésil, de célèbres joueurs — Neymar, Ronaldinho, Rivaldo, Cafu, etc. — ont ainsi apporté publiquement leur appui au candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro (6), élu à la tête du pays le 28 octobre 2018. Le cœur de Maradona, penche, lui, pour l'ex-président socialiste Luiz Inàcio Lula da Silva. Emprisonné pour corruption à l'issue d'un procès controversé et banni du scrutin présidentiel de 2018, dont il était donné grand favori, « Lula » a reçu son ferme soutien : « Ils ont volé la présidence à Lula ! » (7).

Le dimanche 19 mai 2019, Diego Maradona devait se rendre au festival de cinéma de Cannes, pour la projection d'un film documentaire consacré à ses années napolitaines (8), mais il a dû annuler sa venue au dernier moment pour raisons de santé (9). Nul doute que sa présence aurait attiré les foules, en raison de la fascination qu'il continue d'exercer. Il est très probable également que certains auraient surveillé de près ses déclarations et veillé à ce que l'idole des stades ne commette pas de « dérapages idéologiques » : à l'heure où les médias et une bonne partie de la classe politique brandissent la menace du « populisme de gauche », cela aurait forcément fait mauvais genre sous les ors du Palais des Festivals.

Oliver Pironet

Notes

(1) Cf. « Diego Maradona podría ser sancionado por dedicarle una victoria a Maduro y criticar a Trump », TN, 3 avril 2019. Lire aussi Julia Buxton, « Où va l'opposition au Venezuela ? », Le Monde diplomatique, avril 2019.

(2) Du nom de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (Alba), une organisation de coopération régionale lancée en décembre 2004 par Cuba et le Venezuela, puis rejointe un an plus tard par la Bolivie.

(3) Voir le documentaire d'Emir Kusturica, Maradona (2008).

(4) « Venezuela : Maradona se recueille sur la tombe de Chavez avant la présidentielle », AFP, 13 avril 2013.

(5) Lire « Dans mon cœur, je suis palestinien, a déclaré le footballeur Maradona à Abbas », The Times of Israël, 16 juillet 2018.

(6) Sur Jair Bolsonaro, lire notamment Renaud Lambert et Pierre Rimbert, « Davos applaudit un fasciste », Manière de voir, n° 164, « Tous populistes ! », avril-mai 2019.

(7) « Lula, la balle au prisonnier », Libération, 20 juin 2018.

(8) Diego Maradona, d'Asif Kapadia, sortie nationale en salles le 31 juillet 2019.

(9) Cet article a été modifié le 19 mai 2019 après l'annulation du déplacement de Diego Maradona.

(7) « Lula, la balle au prisonnier », Libération, 20 juin 2018.

Le Monde diplomatique
18 mai 2019

Suite de la page (5)

elles, artistiques, doivent cesser de souiller, de profaner ce beau drapeau. Tant qu'elles n'assument pas la mission qui est la leur, ces élites n'ont rien compris à la fête du drapeau. » Madame a tout dit. *Ite missa est*.

Manifestement, tout le monde en est sorti éclaboussé, intellos et *politicos* surtout, eux qui se sont « sentis mouillés » par la dame. Tout le monde a dû *casquer*. La preuve du *casquage* est bien grande puisque l'intello-politico Daly Valet a jugé utile de *décasquer*. En effet, malgré qu'il ait traité de « *ti visye* les profiteurs de la bourgeoisie, des classes moyennes qui le soutiennent [Jovenel] », après les avoir traités de « *sanwont* dépourvus de tout estime de soi et du moindre sentiment d'appartenance à une communauté souffrante », Valet a eu le culot, la *culotesse*, la maladresse, la scélératesse, la *couillonnesse* de qualifier le discours de Rosemila Petit-Frère Sainvil « d'irrévérencieux et insultant » envers Jovenel. Non, on croit rêver, mon BIC, mon clavier alors, m'en tombe.

Ancien directeur de campagne de Moïse Jean-Charles lors d'une sorte de mariage contre nature, ancien conseiller du provisoirement président Jocelerme Privert et responsable du dossier d'un fumeux dialogue national auquel il manque encore des pneus d'atterrissage, Valet aurait pu bien être un autre membre parasite du « comité de pilotage et d'organisation des états généraux sectoriels de la nation » créé par le maître chanteur Jovenel. Daly se ferait bien le valet de Jovenel…

Comité de pilotage ! Un gros nom pour tuer des petits chiens incapables de dialoguer, mais seulement capables d'aboyer. Sans doute, Valet n'a occupé aucun poste officiel sous Martelly, mais sait-on si officieusement, *anbachalman*, il ne rodaillait pas autour du grivois Sweet Micky. Manno Charlemagne chantait bien : « *Nèg toujou vle chèche mwayen pou li manje…* » Peut-être que ce coup de griffe porté à madame Rosemila Sainvil attirera à Valet l'attention et les bonnes grâces du « paysan » embourgeoisé. *Gras mizerikòd* ! *Gade non*, Valet, *al chèche on kote pou w grate…*

On s'imagine l'effet d'entraînement positif si « nos élites politiques, administratives, économiques, médiatiques, intellectuelles, artistiques » dans un sursaut de conscience patriotique, sociale, emboîtaient le pas à Rosemila tout en s'adossant à la force de marée du peuple. La pression eût été alors telle que la communauté internationale finirait par lâcher cette encombrante marionnette de l'impérialisme. Enfin, je rêve…

Rêve ou pas, je persiste : Bravo, mairesse Rosemila Petit-frère Sainvil ! Bravo, *fanm vanyan Lakayè* ! Et je signe,

La Tulipe 26 mai 2019

Suite de la page (12)

telle infraction et qu'il n'y a jamais eu aucune preuve à l'appui contre lui. En fait, lorsque les allégations de viol ont été formulées pour la première fois en 2010, Julian a coopéré volontairement avec la police, a répondu à leurs questions et est resté en Suède jusqu'à son départ. Même le procureur général, après avoir soigneusement examiné tous les éléments de preuve, a clos l'affaire en déclarant que « je ne pense pas qu'il y ait lieu de soupçonner qu'il ait commis un viol » et que le comportement allégué « n'a révélé aucun crime du tout ». L'affaire fut rouverte à peine quelques jours plus tard par un autre procureur et sur la base d'allégations modifiées.

Rappelons-nous également ce que les deux plaignantes ont confirmé il y a déjà des années : à savoir que leur relation sexuelle avec Julian avait toujours été consensuelle, qu'elles n'avaient jamais eu l'intention de signaler un crime, mais que la police suédoise les avait contraintes à le faire. Et lorsque la Suède a finalement voulu abandonner l'affaire en 2013, ce sont les Britanniques qui l'ont exhortée à ne pas le faire. La Suède s'y est conformée et, dans les années qui ont suivi, a fait tout son possible pour s'assurer que Julian ne serait pas en mesure de se défendre contre les allégations de viol sans s'exposer à une extradition vers les États-Unis.

Le 13 mai 2019, la Suède a rouvert la même enquête grotesque pour la troisième fois depuis août 2010. Nous savons tous que les allégations de viol contre Julian sont fausses. Nous savons tous quel est leur véritable but. Et nous savons tous que la Suède agit de mauvaise foi. Comme le résume de façon poignante Women Against Rape [Femmes contre le Viol] : « Les allégations contre [Julian] sont un écran de fumée derrière lequel un certain nombre de gouvernements tentent de réprimer WikiLeaks pour avoir audacieusement révélé au public leur plan secret de guerres et d'occupations avec leurs lots de viols, meurtres et destructions… Les autorités se soucient si peu des violences contre les femmes qu'elles manipulent à volonté les allégations de viol ». Je suis tout à fait d'accord. Il ne s'agit pas de justice pour viol. Il s'agit du viol de la justice. Une tragédie pour Julian, une honte pour la Suède et une grave trahison pour nous tous qui croyons en la justice, la démocratie et l'État de droit.

Pour moi, Julian est un ami personnel, un héros, un libérateur. Pour vous, c'est peut-être un ennemi, un traître, un sale mouchard. Vous avez droit à votre opinion et n'avez pas à changer d'avis. Mais avant de tirer vos conclusions, assurez-vous d'y avoir bien réfléchi.

Si, après tout ce que j'ai dit, vous croyez toujours que Julian est un violeur, vous êtes-vous déjà demandé si le simple fait de déchirer un préservatif peut vraiment être assimilé à un « viol » ? Un préservatif déchiré qui n'a révélé aucune trace d'ADN ? Un préservatif déchiré lors de rapports sexuels répétés entre adultes consentants ? Un préservatif que Julian est accusé d'avoir déchiré intentionnellement, mais sans que la seule autre personne dans la pièce ne s'en rende compte ? Au cas où vous ne le sauriez pas, c'est tout ce dont on l'accuse. Faites une pause et réfléchissez. Et puis tirez vos propres conclusions.

Si vous croyez vraiment que Julian a « piraté » les ordinateurs du gouvernement américain, réfléchissez : pourquoi le ferait-il, alors que tous les fichiers qu'il a publiés lui avaient été donnés gratuitement par un lanceur d'alerte qui avait déjà un accès complet ? Et si vous croyez vraiment que les révélations de Wikileaks ont illégalement fait du mal à quelqu'un, alors pourquoi ne pas poursuivre l'organisation en justice pour obtenir une indemnisation ? Et si vous détestez Julian simplement parce que Wikileaks vous a embarrassé, vous, votre entreprise, votre gouvernement ou votre cause politique, alors prenez le temps de réfléchir : qui est vraiment responsable de cette honte ? Qui a commis les actes répréhensibles qui ont été révélés ? Êtes-vous sûr de ne pas être simplement en train de tirer sur le messager ? Et qu'est-ce qui vous donne le droit de devenir son bourreau ?

La vérité est que Wikileaks n'a jamais faussement accusé quiconque de quoi que ce soit, mais a publié des preuves évidente de crimes de guerre, de corruption et d'abus. Pourtant, les seules personnes accusées et poursuivies sont celles qui ont découvert la sale vérité. Bien sûr, il y aurait un débat éthique à mener sur la légitimité de la divulgation de secrets d'État et sur les questions connexes de protection de la vie privée, de sûreté et de sécurité nationale. Mais alors créons un forum approprié, invitons tout le monde et parlons en. Bien sûr, il y a peut-être d'autres moyens d'assurer la transparence et de prévenir les abus, mais tant que les criminels de guerre avérés sont autorisés à circuler librement, Wikileaks pourrait bien être notre meilleure et notre seule chance de demander des comptes à nos dirigeants pour les crimes commis contre nous et contre les autres en notre nom.

Alors ne soyons pas naïfs. Julian Assange n'est pas poursuivi pour viol. Il ne s'agit pas de savoir qui est Julian, mais de savoir qui nous sommes et comment nous faisons face à la dissidence et aux défis fondamentaux du secret avec lequel la politique, les affaires et d'autres affaires d'intérêt public ont toujours été menées. Il s'agit de savoir si nous pouvons torturer et abuser en toute impunité, non seulement sur le champ de bataille mais aussi chez nous. Il ne s'agit pas seulement de la dignité de Julian, mais aussi de la nôtre.

C'est l'un de ces moments de l'histoire où nous nous trouvons devant le choix de marcher vers dans un désastre collectif ou de prendre la parole et de faire ce qui s'impose. Pendant des siècles, la foule s'est contentée d'applaudir tandis que des femmes gênantes étaient brûlées vives, soi-disant pour avoir eu des rapports sexuels avec le diable. Et personne n'osait dénoncer le mensonge. Aujourd'hui, le monde entier applaudit la chasse aux sorcières contre un homme gênant, prétendument pour être un violeur, un pirate, un narcissique et – qui sait – peut-être bien le diable lui-même ? Mais aujourd'hui, je me dresse et je m'exprime en tant que femme, en tant qu'amie et en tant que sœur dans la famille humaine. Et je vous demande d'ôter ce voile noir autour de votre cœur et devant vos yeux et de regarder la vérité du sort infligé à Julian. Et avant de tirer vos conclusions, prenez le temps de réfléchir, puis levez-vous et faites ce qu'il faut !

Le Grand Soir 21 Mai 2019

Suite de la page (11)

été définis comme des peuples de couleur et qui ne possèdent pas intrinsèquement les mêmes droits. Cependant, Israël a pu éviter d'être désigné dans la conscience occidentale comme une société de « colons blancs« . En raison de l'holocauste et de la façon dont il était interprété dans les nations occidentales, le peuple juif a été considéré comme une victime du mal fasciste, et non comme un colonisateur. Dans ce contexte, les droits du peuple palestinien ont été ignorés. Cette interprétation déformée et unilatérale s'est rapidement imposée comme une influence de Washington. À la fin des années 1960, la « Nouvelle Gauche » est apparue pour contester le cadre de référence dominant de la guerre froide, qui présentait la démocratie occidentale comme le défenseur du bien contre les maux du communisme et du fascisme. Dans ce nouveau contexte idéologique, les droits de la nation et du peuple palestiniens se sont fait entendre aux États-Unis et, au fil des années, ils sont devenus l'une des causes de la gauche. Cependant, comme indiqué plus haut, la gauche n'est efficacement pas présente dans le discours public US.

Mohsen Abdelmoumen : Vous avez initié Global Learning qui cherche à éduquer les peuples du Nord sur l'économie politique du système mondial moderne, telle que l'entendent les révolutions et les mouvements sociaux du tiers monde. Pouvez-vous nous en dire plus au sujet de ce projet ?

Dr. Charles McKelvey : J'utilise le site Web Global Learning pour afficher des liens vers des ouvrages classiques de dirigeants et d'intellectuels du tiers monde et pour afficher les discours d'importants dirigeants politiques de la gauche latino-américaine d'aujourd'hui. Je l'utilise également pour publier mes propres écrits ou des liens vers mes travaux publiés, et pour promouvoir des événements universitaires à Cuba. De plus, le site héberge mon blog, « The View from the South : Commentaires sur les événements mondiaux du point de vue du tiers monde. »

Mohsen Abdelmoumen : Selon vous, n'y a-t-il pas une nécessité historique vitale de créer un front mondial contre l'impérialisme et le capitalisme ?

Dr. Charles McKelvey : Oui, un front mondial contre l'impérialisme et le capitalisme est nécessaire pour empêcher l'humanité de sombrer de plus en plus dans le chaos et pour prévenir une éventuelle extinction humaine, et c'est donc effectivement vital. Et la création d'un tel front serait d'une importance historique, marquant le début d'une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité.

Je considère qu'un front mondial contre l'impérialisme et le capitalisme repose sur des mouvements sociaux populaires qui cherchent à prendre le pouvoir politique dans certaines nations. Les organisations du mouvement social constituent une avant-garde parmi les peuples, engagées à s'éduquer et à éduquer les peuples quant aux structures globales de domination et aux principes qui doivent inspirer les sociétés post-capitalistes et un système mondial plus juste. Leur objectif doit être la prise du pouvoir politique, ce qu'ils ne peuvent faire qu'avec l'appui du peuple. En conséquence, ils doivent adopter des stratégies politiquement intelligentes, en évaluant leur impact sur la conscience politique de la population. Sur la route du pouvoir, les organisations du mouvement social et les partis politiques alternatifs des différentes nations entretiennent des relations entre eux. Une fois au pouvoir, les gouvernements socialistes et progressistes développent des relations de coopération politique et économique entre eux, formulant les principes, en théorie et en pratique, d'un système mondial post-capitaliste plus juste et durable qui respecte la souveraineté de toutes les nations.

Ce processus est en cours. Le Forum de Sao Paulo a été créé en 1990 dans le cadre d'un échange régulier entre les partis politiques latino-américains de gauche, dont un seul, le Parti communiste de Cuba, était au pouvoir à l'époque. Au cours des vingt années suivantes, les partis de gauche ont pris le pouvoir dans diverses nations, de sorte que le Forum a évolué pour inclure des partis de gauche dans diverses nations, au pouvoir et non au pouvoir. Lorsque suffisamment de partis de gauche ont pris le pouvoir, les gouvernements latino-américains de gauche ont formé des associations régionales, développant des relations économiques et politiques de coopération entre les nations de la région. Ce processus a abouti à la formation de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, composée de toutes les nations d'Amérique, à l'exception des États-Unis et du Canada. En même temps, les gouvernements de la région ont forgé des relations économiques de coopération avec divers gouvernements du tiers monde plus la Chine, contournant dans une certaine mesure les relations économiques entre le centre et la périphérie qui sont au cœur du système néocolonial mondial. Le processus d'union et d'intégration latino-américaine a été attaqué par le gouvernement américain et la droite latino-américaine, et il a subi des revers ces dernières années, comme on pouvait s'y attendre. Mais les grandes tendances systémiques mondiales favorisent le développement continu d'un système mondial alternatif, plus juste, démocratique et durable, forgé d'en bas par les peuples néocolonisés de la terre. En effet, d'une part, parce que les élites mondiales ont réagi à la crise structurelle persistante du système mondial par des actions et des idéologies ne défendant que leurs intérêts particuliers, d'autre part, parce que le système alternatif mondial forgé d'en bas est enraciné dans la compréhension scientifique, la conscience historique et globale et les valeurs humaines fondamentales qui ont été adoptées par les représentants des gouvernements du monde entier dans un certain nombre de forums internationaux, dont l'Assemblée générale des Nations Unies.

American Herald Tribune 3 mai 2019
Palestine Solidarité 4 mai 2019
Algérie résistance 8 Mai 2019
LGS 26 mai 2019



Suite de la page (9)

Inspector of the HNP and the Superior Council of the Judiciary.[104] The head prosecutor who issued the destruction orders is a member of the Superior Council of the Judiciary, however, making a fair process unlikely. At the time of writing, none of the complaints filed have been acted on by Haitian authorities.

Grand Ravine Massacre

On Nov. 13, 2017, the Haitian National Police and MINUJUSTH carried out a joint anti-gang raid in Grand Ravine, an impoverished neighborhood of Port-au-Prince, that ended in the summary execution of at least nine civilians on a school campus.[105] The operation involved hundreds of police officers and was planned and executed jointly with MINUJUSTH to root out gang activity following months of increased violence.[106] Grand Ravine is known as a gang-controlled neighborhood of Port-au-Prince.[107] According to reports, the police sought to capture gang members hiding in a school when two police were shot.108 Chaos ensued and civilians, including teachers at the school who tried to calm police, were beaten and shot point blank in the head.[109]

Key government officials and institutions have avoided taking responsibility for the incident and no convictions have followed.[110] The police Inspector General completed investigations in 2017 and passed them on to an investigative judge who has the authority to issue arrest warrants and question witnesses.[111] The Port-au-Prince police director, Alain Auguste, who ordered the operation, was replaced.[112] Families of nine victims, including those of the two police officers, received a one-time payment of about $1,500 for funeral expenses.[113] But, over a year and a half later, despite assurances that penal sanctions would follow police investigations,[114] no judicial measures have been taken to hold those involved accountable.[115] An independent journalist, Vladimir Legagneur, who was investigating the killings, disappeared in Grand Ravine on Mar. 14, 2018.[116] Mr. Legagneur is presumed dead.[117] Following persistent calls for justice from international and local media groups, authorities arrested several individuals in connection with the disappearance.[118] The UN has also evaded responsibility, denying direct involvement in the massacre.[119] The UN spokeswoman, Sophie Boutaud de la Combe, claimed that "the reported civilian death[s] were not part of the planned operation but of a unilateral action conducted by some [Haitian police] officers after the conclusion of the operation."[120]

The international community, including the UN, have failed to meaningfully support calls for accountability for the Moïse Administration. In January 2017, MINUJUSTH issued a statement urging an investigation into the Grand Ravine massacre and welcoming the assignment of an investigative judge to the PetroCaribe case.[121] The Foreign Minister responded by condemning the UN's statements, and, in an attempt to demonstrate the UN's lackluster efforts to tackle corruption, human rights abuses, and impunity in the country, President Moïse withdrew his ambassador to the UN and summoned the Secretary-General's Special Representative in Haiti to explain her comments.[122] There was no apparent international support for the Secretary-General's Special Representative in Haiti against this attack, and she was promptly recalled and then replaced.[123] The UN has since largely refrained from speaking out against abuses.

REFERENCES

51. Haiti and the Collapse of A Political and Economic System, Haitian Times, Feb. 12, 2019, https://haitiantimes.com/2019/02/12/haiti-and-the-collapse-of-a-political-and-economic-system/.

52. Jake Johnston, Breakdown of Preliminary Election Results in Haiti, Ctr. For Econ. & Policy Research (Dec. 6, 2016), http://cepr.net/blogs/haiti-relief-and-reconstruction-watch/breakdown-of- preliminary-election-results-in-haiti; NAT'L LAWYERS GUILD, supra note 13 at 2.

53. Freedom House, Freedom in the World 2018 Haiti, https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/haiti [hereinafter 2018 HAITI]; Carol Guensburg et al., Haiti's Incoming President Foresees Personal Bond With Trump, VOICE OF AMERICA, Feb. 2, 2017, https://www.voanews.com/a/haitis-incoming-president-foresees-personal-bond-with-trump/3703234.html; NAT'L LAWYERS GUILD, supra note 13 at 4-5.

54. FREEDOM HOUSE, 2018 HAITI, supra note 53; Jake Johnston, Haiti Election Primer, Part1: Timeline of Key Events, Haiti: Relief and Reconstruction Watch Blog, Nov. 15, 2016, http://haitielection2015.blogspot.com/search?updated-max=2016-11-17T11:43:00-05:00&max-results=10; Guensburg et al., supra note 53.

55. Nat'l Lawyers Guild, supra note 13, at 9.

56. Id at 9.

57. See Frances Robles, Haiti's Violent Politics Are Taken to Court. In Boston., N.Y. TIMES, Apr. 1, 2017, https://www.nytimes.com/2017/04/01/world/americas/haiti-politics-violence.html; Jake Johnston, Haiti's Eroding Democracy, JACOBIN, Feb. 2017, available at https://www.jacobinmag.com/2017/02/haiti-election-democracy-neoliberal-clinton-jovenel-moise-martelly-aristide-preval-duvalier/ [hereinafter Haiti's Eroding Democracy] (analyzing Haiti's general system of patronage).

58. Haiti ranks 161 or 180 in Transparency International's 2018 Global Corruption index. Transparency Int'l, Country Profiles, Haiti, (last visited Apr. 24, 2019), https://www.transparency.org/country/HTI. See also Haiti's Eroding Democracy, supra note 57.

59. Greg Becket, Haiti at the Crossroads, NACLA, Mar. 6, 2019, https://nacla.org/news/2019/03/06/haiti-crossroads

60. Jacqueline Charles, It's Been 33 Years Since Haiti Welcomed Democracy. How Did It Mark the Day? Protests, MIAMI HERALD, Feb. 7, 2019, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article225931055.html [hereinafter 33 Years].

61. Jacqueline Charles and Franco Ordoñez, U.S. Looks to Send Food Aid to Haiti as Violence Brews Humanitarian Crisis, Miami Herald, Feb. 15, 2019, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article226350490.html; Charles, 33 Years, supra note 60, at para. 11.

62. New Record, Inflation Accelerates and Reaches 17% in February 2019, HAITI LIBRE, Mar. 25, 2019, https://www.haitilibre.com/en/news-27278-haiti-economy-new-record-inflation-accelerates-and-reaches-17-in-february-2019.html.

63. Les 42 Millions de Dollars ne sont Toujours pas Récupérés, Le Nouvelliste, Apr. 1, 2019, https://lenouvelliste.com/article/199855/les-42-millions-de-dollars-ne-sont-toujours-pas-recuperes.

64. Rosny Ladouceur, Suspension d'un don de 41 Millions de Dollars de BID à Haïti, LOOP NEWS, Apr. 2, 2019, http://www.loophaiti.com/content/bid-sursoit-un-don-de-41-millions-pour-lexpansion-du-parc-caracol.

65. Press Release, International Monetary Fund, IMF Staff Completes 2019 Article IV Mission to Haiti and Reaches Staff-Level Agreement on Three-year US$ 229 million Extended Credit Facility (Mar. 8, 2019), https://www.imf.org/en/News/Articles/2019/03/08/pr1970-haiti-imf-staff-completes-2019-article-iv-mission-and-reaches-staff-level-agreement; International Monetary Fund, Transcript of IMF Press Briefing (Mar. 21, 2019), https://www.imf.org/en/News/Articles/2019/03/21/tr032119-transcript-of-imf-press-briefing.

66. Jacqueline Charles, Haiti U.N. Protest Continues as Government Cancels Participation in Cholera Meeting, Miami Herald, Feb. 22, 2018, available at https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article202768354.html.

67. See e.g., Jacqueline Charles, For Haitians, a Reprieve from Violence and Protests on Sunday, but Uncertainty Remains, MIAMI HERALD, Feb. 17, 2019, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article226369690.html; Haiti, WORLD FOOD PROGRAMME (last visited Apr. 17, 2019), https://www1.wfp.org/countries/haiti.

68. Jake Johnston, Petrocaribe Protests : What You Need to Know Before October 17, Ctr. For Econ. & Policy Research (Oct. 16, 2018), http://cepr.net/blogs/haiti-relief-and-reconstruction-watch/petrocaribe-protests-what-you-need-to-know-before-october-17 [hereinafter Petrocaribe Protests].

69. In April 2019, a preliminary injunction was issued following a full trial in Saget v. Trump, enjoining the termination of TPS for an unspecified period. No. 18-1599, 2019 U.S. Dist. LEXIS 63773 (E.D.N.Y. Apr. 11, 2019. This adds to a prior preliminary injunction issued in Ramos v. Nielsen, which has delayed the termination of TPS until at least January 2020. At the time of writing, other lawsuits challenging the lawfulness of the TPS termination were pending in court. 336 F. Supp. 3d 1075 (N.D. Cal. 2018).

70. Global Justice Clinic, N.y.u. Sch. Of Law, Extraordinary Conditions: a Statutory Analysis of Haiti's Qualification for TPS 16 (2017), available at https://chrgj.org/wp-content/uploads/2018/02/171025_Global-Justice-Clinic-Haiti-TPS-Report-web-version.pdf.

71. Manuel Orozco, Remittances to Latin America and the Caribbean in 2016 (FEB. 10 2017), http://www.thedialogue.org/wp-content/uploads/2017/02/Remittances-2016-FINAL-DRAFT.pdf.

72. Press Release, Embassy of Haiti to the United States, Allegations of Human Rights Violations by Congress of the United States (Mar 28, 2019), http://www.haiti.org/allegations-of-human-rights-violations-by-congress-of-the-united-states/.

73. Michael Weissenstein, Witnesses: Men in Police Garb Massacred Civilians in Haiti, ASSOCIATED PRESS, Jan. 16, 2019, https://apnews.com/d99258d01cce4b84a01e04b4eaff7236; Alexandra Panaguli, TPS: Trump is Also Erecting an Administrative Wall, HAITI LIBERTE, Jan. 16, 2019, https://haitiliberte.com/tps-trump-is-also-erecting-an-administrative-wall/.

74. Press Release, Reseau National Défense des Droits Humains, Massacre d'Etat a? La Saline: Révision a? la Hausse du Bilan des Personnes Tuées et Violées le 13 Novembre 2018 (Dec. 20, 2018), http://rnddh.org/content/uploads/2018/12/8-CP-La-Saline-bilan-r%C3%A9vis%C3%A9-20Dec2018.pdf; Margaret Prescod, La Saline Haiti Speaks Out Against Poverty and State Violence, KPFK RADIO (Apr. 5, 2019), https://soundcloud.com/sojournertruthradio/sojourner-truth-radio-april-5.

75. Weissenstein, supra note 73, at para. 3.

76. Id.

77. Port-au-Prince Slum Exemplifies Dire Problems of Crisis-Racked Haiti, AGENCIA EFE, Feb. 22, 2019, https://www.efe.com/efe/english/life/port-au-prince-slum-exemplifies-dire-problems-of-crisis-racked-haiti/50000263-3905852; Michelson Césaire, La Place d'Italie, un Refuge des Déplacés de La Saline, LE NOUVELLISTE, Mar. 29, 2019, https://www.lenouvelliste.com/article/199489/la-place-ditalie-un-refuge-des-deplaces-de-la-saline.

78. Reseau National Defense Des Droits Humains, the Events in La Saline: from Power Struggle Between Armed Gangs to State-sanctioned Massacre (2018), http://rnddh.org/content/uploads/2018/12/10-Rap-La-Saline-1Dec2018-Ang1.pdf; see also Randall White, Haiti Government Complicit in La Saline Massacre, HAITIACTION.NET (Dec. 4, 2018), http://www.haitiaction.net/News/RAW/12_4_18/12_4_18.html; Press Release, Human Rights Delegation Condemns Political Massacres Tied to Haiti's Government (May 8, 2019), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2019/05/DelegationPressRelease-Final5-08-2.pdf (U.S. human rights delegation concluding that "the months-long series of attacks in poor neighborhoods of Port-au-Prince … were perpetrated by police and gangs associated with Haiti's government, and were done to punish neighborhood residents-many of whom identify as supporters of the Fanmi Lavalas party-for playing a leading role in a series of demonstrations opposing government corruption, mismanagement and brutality."

79. White, supra note 78.

80. RNDDH, supra note 78.

81. Un fusil d'assaut Galil doté au palais national retrouvé en possession d'un gang indexé dans le massacre de La Saline…,LE NOUVELLISTE, May 9, 2019, https://lenouvelliste.com/article/201573/un-fusil-dassaut-galil-dote-au-palais-national-retrouve-en-possession-dun-gang-indexe-dans-le-massacre-de-la-saline.

82. Weissenstein, supra note 73, at para. 10; Press Release, Bureau des Avocats Internationaux (Dec. 6, 2018), https://www.ijdh.org/2019/01/projects/bai-call-for-independent-investigation-in-la-saline-massacre-2/.

83. Dwa Pou Moun Viv Pa Konn Kanpe! Deklarasyon La Salin (Dec. 27, 2018), https://www.ijdh.org/2019/01/projects/deklarasyon-la-saline-dwa-pou-moun-viv-pa-konn-kanpe/.

84. See Jacqueline Charles, Haiti Police on La Saline Massacre: 'Even young children were not spared', MIAMI HERALD, May 15, 2019, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article230380739.html [hereinafter Haiti Police on La Saline]. The list corresponds closely with the individuals identified in the RNDDH report released in December 2018. RNDDH, supra note 78.

85. Haiti Police on La Saline, supra note 84; Haïti : Deux hauts responsables de l'État dans le collimateur de la justice, Vant Bèf Info, May 8, 2019, https://www.vantbefinfo.com/haiti-deux-hauts-responsables-de-letat-dans-le-collimateur-de-la-justice/.

86. A UN report from March 1, 2019 notes 19 arrests have been made in this case, but the prosecutor announced in May that 11 arrests had been made. Compare U.N. Secretary-General 2019 report, supra note 3,

with Massacre of La Saline: DCPJ Investigation Implicates 2 high officials, ICIHAITI.COM (May 9, 2019), https://www.icihaiti.com/en/news-27679-ici-haiti-massacre-of-la-saline-dcpj-investigation-implicates-2-high-officials-of-the-state.html. It is unclear how these numbers correspond with the DCPJ list and whether further arrests have been made since the DCPJ list release. See Godson Lubrun, Massacre La Saline : La DCPJ exige du parquet de Port-au-Prince l'arrestation de plusieurs hauts responsables de l'Etat, HPN, May 8, 2019, http://www.hpnhaiti.com/nouvelles/index.php/politique/36-space/5506-massacre-la-saline-la-dcpj-exige-du-parquet-de-port-au-prince-l-arrestation-de-plusieurs-hauts-responsables-de-l-etat.

87. See Haiti Police on La Saline, supra note 84; U.N. Secretary-General 2019 report, supra note 3.

88. Margaret Prescod, Reflections on Haiti, Chicano Poetry by Ron Baca, SOJOURNER TRUTH RADIO (Apr. 9, 2019),

suite à la page(19)

Cuba soutient le combat antiterroriste de la Syrie



Le siège du ministère cubain des Affaires étrangères à La Havane

L'ambassadeur de Syrie à Cuba, Idris Mia, a rencontré hier, samedi 25 mai 2019, la vice-ministre cubaine des Affaires étrangères, Anayansi Rodriguez Camejo.

Au cours de cette rencontre, la vice-ministre cubaine des Affaires étrangères a réitéré le soutien de La Havane à la Syrie et a rendu hommage à la volonté et à la résistance de l'armée et du peuple syriens dans le combat contre les terroristes. « Cuba reste l'ami de la Syrie dans toutes les organisations et les conférences internationales », a-t-elle ajouté.

Lors de cette réunion à laquelle assistaient également des ambassadeurs des pays amis de Cuba, l'ambassadeur syrien, Idris Mia, a déclaré que la Syrie soutenait en retour Cuba dans sa lutte contre les sanctions américaines à l'encontre du peuple cubain.

Récemment, l'ambassadeur de Cuba en poste à Damas avait déclaré, lors d'une interview avec l'agence de presse syrienne SANA, que pendant les huit ans de la guerre des Syriens contre le terrorisme, l'ambassade de Cuba à Damas est toujours restée ouverte. Il avait ajouté que l'agence de presse cubaine contribuait activement à la diffusion dans le monde de la situation réelle en Syrie.

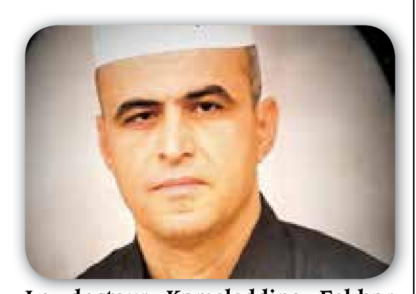
Presstv 26 mai 2019

Mort de Kameleddine Fekhar et réaction du Parti ouvrier indépendant démocratique de France !

Le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) communique le message urgent qu'il vient de recevoir d'Algérie : *« Ce 28 mai à midi, nous avons appris avec douleur et colère le décès en détention du docteur Kameleddine Fekhar. Militant des droits démocratiques de la population mozabite de Ghardaïa, et du FFS, il avait été arrêté avec ses camarades le 31 mars, puis condamné et emprisonné simplement pour le prétendu « crime » d'avoir dénoncé publiquement la discrimination contre les Mozabites.*

Avec son camarade, Aouf Hadj Brahim, ils ont engagé une grève de la faim qui durait depuis cinquante-six jours. Malgré son état qui se dégradait et les nombreuses protestations exigeant leur libération, les autorités ont laissé la situation se détériorer. Hier encore, Maître Salah Debbouze, son avocat, alertait les autorités disant que la vie du docteur Fekhar était en danger. Il est décédé quelques heures après son transfert à l'hôpital.

Les autorités portent l'entière responsabilité de cette tragédie. Qu'une enquête indépendante soit immédiatement ouverte sous le contrôle de la population pour déterminer dans quelles conditions Kameleddine Fekhar a perdu la vie ! Un autre drame ne peut être toléré : Aouf Hadj Brahim et ses camarades doivent être immédiatement libérés !



Le docteur Kameleddine Fekhar, militant des Droits de l'Homme et des Mzab, décède, ce mardi matin 28 mai, à l'hôpital Franz Fanon de Blida.

Jeudi 30 mai à Alger est convoquée une nouvelle réunion à l'initiative de travailleurs, jeunes, étudiants, universitaires, journalistes et artistes, et d'organisations attachés aux libertés démocratiques, syndicales et politiques, dans le but de constituer le Collectif Contre la Répression pour la Libération Immédiate des Emprisonnés d'Opinions.

La constitution de ce collectif sera une aide pour agir pour la libération immédiate de Hadj Ghermoul, Hadj Brahim Aouf et ses compagnons, ainsi que de Louisa Hanoune ; pour la levée de toutes les sanctions prises par les administrations à l'université et à la télévision publique, pour l'arrêt du harcèlement à l'encontre des militants de Aokas qui luttent pour la préservation de la forêt de la ville. »

Le POID, qui a pris position depuis des semaines contre la répression en Algérie, exprime sa solidarité à la famille, aux proches et aux camarades de Kameleddine Fekhar.

Il s'associe aux exigences des militants algériens qui nous ont contacté et appelle, en France et à l'échelle internationale, à développer sous toutes les formes une campagne en direction des autorités algériennes

- pour que la vérité soit faite sur les conditions de décès en détention de Kameleddine Fekhar !
- pour que Hadj Brahim Aouf, en grève de la faim et en danger, soit immédiatement libéré !
- pour la libération immédiate de Hadj Ghermoul !
- pour la libération immédiate de Louisa Hanoune !
- pour l'arrêt de la répression et des mesures d'intimidation et de harcèlement !

Montreuil, le 28 mai 2019, 18 heures

Brésil : Grève massive des enseignants et des étudiants !

Des centaines de milliers de grévistes ont répondu à l'appel des organisations syndicales, le 15 mai, dans les écoles, les lycées et les universités brésiliennes. Ils ont envahi les rues de plus de 200 villes du pays (photo) contre les mesures brutales que vient d'annoncer le gouvernement Bolsonaro : réduction de 30 % du budget de l'enseignement public, suppressions massives des bourses de doctorat et de maîtrise. Cinq mois après son élection, Bolsonaro doit faire face aujourd'hui à une mobilisation sans précédent qui s'ajoute à celle contre la réforme des retraites. Toutes les centrales syndicales ont lancé, le 1er mai dernier, un appel à la grève générale pour le 14 juin prochain, pour le retrait de la réforme des retraites.



Le 15 mai dans les grandes villes du Brésil

Les déclarations haineuses de Bolsonaro contre les grévistes, traitant les manifestations de « trucs d'imbéciles » et les manifestants d'« idiots manipulés », ne risquent pas de calmer le jeu. « L'opposition au gouvernement prend une tournure de plus en plus politique et de masse », constate le sociologue universitaire Emir Sadir, chroniqueur de la revue Brésil 247. Comment infliger une défaite à Bolsonaro ? Dans le rassemblement des grévistes, les militants qui diffusent Jornal Resistir ont diffusé un tract qui se conclut ainsi : « Pour notre part, nous estimons que la solution réside dans la constitution, partout, de comités pour la grève générale, sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les écoles et les universités, et partout ailleurs. Les assemblées générales par entreprise et service peuvent inciter à la constitution de tels comités. Enseignants et élèves peuvent inviter les parents d'élèves à se joindre à eux. Dans les universités, par exemple, peuvent être constituées des "brigades pour la grève générale" pour organiser les assemblées, les tournées, les réunions de ville en ville afin d'informer, de convoquer et d'organiser des assemblées de grève pour le 14 juin. La grève générale doit être construite par la classe ouvrière et la jeunesse elles-mêmes. C'est la condition pour vaincre le gouvernement Bolsonaro Mourão et imposer le retrait du projet de réforme des retraites (PEC06/2019), récupérer les subventions publiques aux universités, porter un coup d'arrêt aux privatisations et empêcher le pays de marcher au désastre. »

Entendu… dans un bus bloqué par les manifestations à São Paulo

Renata, de retour de la manifestation, raconte : « J'ai pris le bus vers 17 h 30 et je suis arrivée chez moi à 21 heures tellement tout était bouché par la manifestation. » Coupes budgétaires dans l'éducation, avenir des enfants : la discussion s'est vite engagée avec les autres passagers. La dame à mes côtés est membre d'un groupe, « Fleurs de lotus », qu'elle décrit comme un groupe de « femmes résistantes ». Elles sont allées deux fois à Curitiba, la ville où Lula (dirigeant du Parti des travailleurs) est emprisonné, pour participer au rassemblement permanent pour sa libération. Elle me montre des photos, rappelle la fois où des milices d'extrême droite ont incendié l'un de ces campements dans lequel dormaient des femmes et des enfants. Elle était à la manifestation des 150 000 sur l'avenue Pauliste (l'avenue principale de São Paulo). La jeune à côté de nous, elle, n'y était pas. Elle est un peu timide et c'est seulement après un certain temps qu'elle s'exprime : « C'est injuste ce qu'ils font à Lula. » Monte un vieux monsieur. Il me demande d'où je viens. Je lui réponds : « De la manifestation sur l'avenue Pauliste. » Il approuve : « Ces coupes budgétaires sont absurdes quand on voit toute cette richesse qui circule dans tout le pays. Bolsonaro ne gouverne que pour les grands propriétaires fonciers et le secteur financier. » Il m'explique qu'à cette heure tardive, et bien qu'il soit retraité, il sort seulement maintenant du travail. « Je ne veux pas de cette vie pour mes petits enfants ! » Un peu plus loin, une jeune fille monte dans le bus. « J'espère que vous n'êtes pas pressée », lui dit le chauffeur. Elle rit et tous les passagers du bus éclatent de rire avec elle. J'ai bavardé avec des personnes simples, mécontentes de la situation. Et, durant quelques heures, mon bus s'est transformé en une extension de l'avenue Pauliste.

Entendu … dans un bistro à la fin de la manifestation

Carminha raconte : « La télévision est allumée, branchée sur la chaîne GloboNews. Le présentateur annonce que dans 26 États, il y a eu des manifestations massives comme à São Paulo. La télévision montre en direct un cortège que je pense être celui de Rio de Janeiro. » C'est alors que le bistro tout entier applaudit et crie « Ele não ! » (Pas lui ! c'est-àdire Bolsonaro). Et, tous se mettent à taper sur les tables au rythme d'une « batucada » (batterie de carnaval) « Ele não ! Ele não ! »

Lettre d'information #125 du Comité Ouvrier international (COI) 24 mai 2019

Tout savoir sur la conférence internationale de Paris sur la corruption et le procès PetroCaribe !

Par Sergo Alexis

Il y a de cela environ 4 mois, des citoyens Haïtiens de France, conscients de l'état de délabrement d'Haïti, suivant les mouvements petrochallengers de partout, se sont constitués en petrochallengers France, sur proposition de Fedner Milfort, jeune militant communautaire, sans étiquette politique connue. Ils ont organisé deux manifestations de rue contre la dilapidation des fonds PetroCaribe. Au cours de la deuxième manifestation l'un des organisateurs a émis l'idée d'organiser une conférence sur la corruption en Haïti.

Et depuis, nous avons mis la machine en place et il fallait trouver des moyens humains et financiers pour l'organiser. Sans Jacques Nési, docteur en sciences politique et toujours dans l'environnement universitaire, qui a été contacté par le groupe pour écrire l'argumentaire/appel à communications, la conférence sur la corruption n'aurait jamais pu se tenir. Car grâce à son carnet d'adresses, il a pu contacter des professeurs et chercheurs universitaires de premier plan, correspondant à nos attentes : certains comme membres du comité scientifique et d'autres comme conférenciers potentiels.

Néanmoins, nous sommes un groupe de citoyens, des Haïtiens ordinaires, de courants politiques divers et d'origines sociales plus ou moins similaires, qui prenons conscience que nous, en France, avons aussi l'obligation de soutenir les luttes disproportionnées que mènent les masses populaires pour un procès PetroCaribe et pour un partage équitable des richesses de l'Etat. Il y a un médecin, le Docteur Jonas Jolivert, Jacques Nési, déjà cité, les autres étant des salariés et des petits entrepreneurs comme moi. Même si, en ce qui me concerne, je suis un ancien universitaire et apprenti chercheur indépendant en anthropologie sociale et politique.

Et comme notre mouvement se veut un mouvement citoyen structuré et durable, en recherchant une appellation, un membre du comité, Etienne Datela, a trouvé instinctivement le nom Haïti plus Juste, approuvé par tous. Ce n'est plus petrochallengers France. C'est tout simplement l'association Haïti plus Juste qui se situe dans une démarche de recherche alternative unitaire à toutes les crises que pourrait confronter la République d'Haïti.



Moyens humains et financiers

Quelques acteurs et sujets haïtiens de la communauté haïtienne de France financent entièrement la conférence. Il faut préciser que c'est le comité d'organisation qui prend en charge les billets d'avion, l'hébergement, le transport et les repas des conférenciers. Le budget prévisionnel s'élève à environ 15 milles euros, mais pas définitif à l'heure d'aujourd'hui. Il y a toujours d'autres frais imprévus. Comme la charité bien ordonnée commence par soi-même, des membres du comité d'organisation en prennent 50 % en charge. Chacun a fait appel - et continue à le faire à son répertoire téléphonique pour boucler le budget. Et ça marche ! Car la corruption et la médiocrité haïtiennes sont deux sujets qui interpellent tous les citoyens qui veulent un changement de société en Haïti.

L'argumentaire pose des problématiques juridiques, historiques, politiques, économiques, sociologiques, voire anthropologiques. Il permet à chaque conférencier potentiel de se positionner sur un de ces aspects pour proposer un sujet. L'appel à communications a été fait publiquement. Néanmoins, nous avons sélectionné un certain nombre de personnalités universitaires et judiciaires qui étaient susceptibles de répondre à nos attentes. Pour ce faire, chaque membre du comité d'organisation avait la possibilité de proposer des noms : Haïtiens et étrangers, peu importe. Les noms du professeur Leslie Péan et celui du sociologue Frédéric Boisrond ont fait l'unanimité des voix. Leslie Péan a écrit une quarantaine d'articles sur la question PetroCaribe et la corruption en Haïti. Et il est aussi capable de traiter une vision d'anthropologie historique des mécanismes structurels de la corruption. Frédéric Boisrond parce qu'il a écrit un livre sur la gestion des fonds PetroCaribe. Un membre avait proposé les noms de Youri Latortue et d'Evalière Beauplan pour avoir été rapporteurs au Sénat sur la question PetroCaribe. Ce n'était pas le choix de tout le monde mais celui de la majorité. Et ainsi de suite.

Les propositions des candidats sont soumises à un comité scientifique qui en donne son avis. Le professeur Leslie Péan et Elsie Haas sont les seuls Haïtiens qui ont accepté de faire partie du comité scientifique. Les autres, des professeurs haïtiens des universités haïtiennes n'ont pas donné suite. Nous avons aussi contacté plusieurs institutions internationales, comme Transparency International, elles nous ont toutes répondu ; mais malheureusement pour des questions de disponibilités de leurs spécialistes en matière de corruption en Haïti, elles ne peuvent pas être présentes dans la conférence mais soutiennent l'initiative. On rendra tous ces documents accessibles sur un site internet que nous créerons après la conférence.

Quant aux choix de l'invité d'honneur, Elsie Haas avait pensé à Dominique Anglade, la fille de Georges. Et nous voulions en même temps rendre hommage à Georges Anglade pour le travail qu'il avait fait sur les Haïtiens expatriés, en démontrant comment les communautés d'Haïtiens vivant à l'étranger pouvaient participer financièrement au développement du pays L'ancienne ministre de l'économie du Canada a fait le mort et n'a jamais répondu à notre invitation : une mentalité bien haïtienne ! Après, nous avons pensé à Mirambeau. Et c'est même plus naturel car sans lui, il n'y aurait pas eu Haïti plus Juste et encore moins une conférence internationale sur les fonds PetroCaribe à Paris.

La conférence des 8 et 9 juin prochains: un appel aux dirigeants de l'Etat, aux élites progressistes intellectuelles, économiques et aux organisations politiques

La conférence est en soutien au combat de la nation haïtienne contre l'impunité en Haïti ! Mais elle s'adresse d'abord aux dirigeants de l'Etat haïtien sans exception, qui transforment l'accoutumance de la corruption en fait social total (Marcel Mauss), dans uns système d'Etat paternaliste évoluant dans un environnement capitaliste… Ce système de corruption a presque intégré l'imaginaire de la société haïtienne urbaine, au point où chacun pense, en intégrant l'administration publique qu'il va sûrement s'en mettre plein les poches en procédant sans vergogne à toutes formes de malversations. Et souvent avec pour objectif le changement de classe sociale. Pour les autres fonctionnaires, les plus modestes, la corruption leur permet d'ajuster leurs salaires, généralement en-dessous de leur niveau de vie.

La conférence s'adresse plus particulièrement aux élites progressistes intellectuelles et financières, quelles que soient leurs convictions politiques. A celles et ceux qui gardent le silence pour une raison ou pour une autre, laissant la République sombrer dans la médiocrité des politiciens et des partis qui sont incapables de penser un projet de société pouvant créer des emplois de masses pour la population.

Ce laisser-faire sans réagir à une situation - et là je ne parle qu'en mon nom et non en celui du comité d'organisation de la conférence - où des chefs de gang et des trafiquants de tous genres sont amenés à faire des lois pour tous les Haïtiens, est inadmissible. Qu'un citoyen candidat soupçonné de blanchiment d'argent et inculpé par la justice puisse se présenter aux élections présidentielles est aussi inadmissible. Qu'un autre, un amuseur de la galerie, puisse nous être imposé ouvertement par le blan venu d'ailleurs, ce n'est qu'en république bananière que cela peut arriver.

C'est vrai que le contexte international du capitalisme financier réduit la capacité des dirigeants haïtiens à prendre de grandes décisions financières. Néanmoins, ce n'est pas le Blan qui nous oblige à piller les caisses de l'Etat ou encore à ne pas nous occuper de l'environnement pollué de l'écosystème haïtien. C'est l'argent détourné qui nous empêche de trouver les moyens ! Tous nos malheurs ont deux potentiels responsables. Les élites progressistes, celles et ceux qui gardent le silence sans apporter leur solidarité à l'infime minorité qui se révolte et dénonce. Cependant pour construire, il faut que nous soyons nombreux à impulser le débat national pour accoucher de quelque de la pensée pensante (Bourdieu). C'est aussi et surtout la responsabilité des politiciens qui envoient toujours les masses populaires au charbon, faute d'idées propres à construire, de programmes réalistes et novateurs qui puissent pousser la population à voter aux élections.

Même si Haïti est dirigé en partie par des chefs de gang qui pratiquent le culte de la peur, des menaces, d'intimidation et d'assassinats, nous devons nous unir et réagir efficacement pour limiter la casse. Certains parlent de révolution mentale, qui serait sans doute nécessaire, je n'en disconviens pas ! Mais je n'y crois pas trop car elle ne peut pas précéder le développement économique et industriel. On ne peut pas développer le pays avec un discours moralisant. Et il faut l'application des lois et des projets de société. Le développement économique dissipe tout naturellement la corruption, en tout cas l'atténue.

La conférence n'a pas pour objectif de renverser le régime PHTK

A mon humble avis aucun Haïtien ne peut prétendre résoudre la crise actuelle. Elle restera bloquée jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Avec le risque de déboucher sur d'autres crises sociales issues de l'absence des moyens financiers du futur gouvernement. Et, si c'est le régime du Phtk ou les duvaliéristes qui accèdent aux pouvoirs en 2022, la tenue d'un procès PetroCaribe sera quasi-impossible. A l'heure d'aujourd'hui, et comme toujours, seul l'étranger a le monopole de destituer le gouvernement du PHTK. Et il ne le fera pas ! Le béton avec l'appui de l'opposition dite démocratique pourrait renverser le régime actuel parce qu'il est incompétent et corrompu. Et avec une bonne dose de mafieux dans son sein, il réunit tous les critères pour être renversé, si les élites se prononcent massivement en ce sens. Le souci : c'est renverser pour remplacer par quoi ?

Il y avait un pourcentage d'élites dont je parle et qui font partie de la classe moyenne haïtienne qui ont soutenu les masses durant les mouvements des Petrochallengers. Si monsieur Jovenel Moise n'a pas été renversé c'est parce que l'opposition démocratique ne dispose pas d'une alternative crédible pouvant toucher la nation toute entière. La crise d'aujourd'hui a été préparée minutieusement depuis les élections législatives du 9 octobre 2015, organisées dans la violence et la peur pour créer une majorité parlementaire au profit du futur gouvernement de PHTK de Jovenel Moise, les plus gros dilapidateurs du fonds PetroCaribe. M. Moise n'a ni la volonté ni le pouvoir d'organiser un procès. Pourtant, il est le gardien du temple selon la Constitution de 1987. Et tant qu'un gouvernement haïtien n'entame pas des initiatives pour réaliser un procès PetroCaribe dans les règles de l'art, Haïti plus Juste, notre association, sera toujours dans ses talons.

La conférence internationale sur la corruption en Haïti n'a pas la prétention de débloquer la crise politique haïtienne. Ce qui nous intéresse c'est de rechercher des idées et solutions réfléchies pour éradiquer la corruption en Haïti et pareil pour parvenir à un procès équitable. Il y a des conférenciers qui proposent des cas de comparaison comme sujet. Par exemple, le sociologue haïtien, Frédéric Boisrond ne viendra pas parler de son livre sur les fonds Petrocaribe, mais sur le Canada qui a connu des situations de corruption semblables que celles d'Haïti. Ce sera une piste de réflexion pour trouver des solutions. D'autres conférenciers feront d'autres cas de comparaison…

L'organisation de la conférence internationale est l'acte I de Haïti plus Juste.

C'est aussi le lancement d'un ensemble de conférences internationales sur les moyens à mettre en œuvre pour sortir Haïti du labyrinthe. A ce titre, l'acte II pourrait bien être sur le projet de société pour Haïti, dans un contexte d'unité nationale pour la recherche des solutions et des moyens pour les réaliser. Les partis politiques nous disent toujours il faut mais ils parlent très peu des moyens. Et en arrivant au pouvoir les crises ne cessent pas. Au comité d'organisation, nous y réfléchissons déjà. Et les dossiers qui seront sortis des nos différentes conférences seront adressés aux partis politiques et aux élites. Si à moyen et long terme, les partis s'embrouillent dans les propositions, à ce moment là, les élites devront s'impliquer d'avantage et directement pour la prise du pouvoir politique.

Et pour être franc avec le journal, je dois reconnaitre qu'au sein de « Haïti plus Juste » se trouvent des militants de partis qui aspirent à devenir des dirigeants. C'est tout à leur honneur. Mais en aucun cas, « Haïti plus juste » ne se transformera en parti politique. Notre rôle sera toujours de rechercher des solutions scientifiques à nos malheurs pour les acteurs de la vie politique et économique.

Après différentes recherches infructueuses de salle, le Conseil général du département de la Seine-Saint-Denis (département ou regroupe la majorité des membres de la communauté haïtienne de France) nous a facilité l'accès à son auditorium de la Bourse du Travail de Bobigny. C'est un quartier où les rues portent des noms d'anciens révolutionnaires européens et l'adresse est au, 1, rue de la Libération. Symbolique non ? En ce sens, nous espérons que cette première conférence internationale de Bobigny contribuera à libérer le pays de la médiocrité et de l'impunité, de manière à ce que les conditions de vie de la population puissent être réellement améliorées.

A la recherche de solutions

Sergo ALEXIS

Suite de la page (16)

https://soundcloud.com/sojournertruth-radio/sojourner-truth-radio-april-9; Margaret Prescod, Special Report: Massacres in Haiti – Pacifica's Margaret Prescod (1/2), REAL NEWS NETWORK (Apr. 14, 2019), https://therealnews.com/stories/special-report-massacres-in-haiti-pacifica-margaret-prescod.

89. Des organisations des droits humains et de la société civile dénoncent un «plan d'assassinat» contre Pierre Espérance, LE NOUVELLISTE, May 7, 2019, https://lenouvelliste.com/article/201468/des-organisations-des-droits-humains-et-de-la-societe-civile-denoncent-un-plan-dassassinat-contre-pierre-esperance.

90. Marie Laurette Numa, Le Directeur Général de la PNH Clarifie, HAITI LIBERTE, Nov. 21, 2018, https://haitiliberte.com/le-directeur-general-de-la-pnh-clarifie/; Jacqueline Charles, Haiti Police Outgunned by Armed Gangs, Illegal Guns as U.N. Debates its Future Presence, MIAMI HERALD, Dec. 12, 2018, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article222945290.html [hereinafter Haiti Police Outgunned].

91. Haiti-Andrésol dénonce les visites de Jovenel Moise dans les commissariats et les distributions d'argent, INSTANT INFO, Oct 15, 2018, https://www.instantinfo.fr/haiti-andresol-denonce-les-visites-de-jovenel-moise-dans-les-commissariats-et-les-distributions-dargent/; Johnston, Petrocaribe Protests, supra note 68.

92. U.N. Secretary-General 2019 report, supra note 3, para. 37.

93. Id.

94. Freedom House, 2018 Haiti, supra note 53; Andres Martinez Casares, Haitian Army Set to Make Controversial Return after Two Decades, REUTERS, Nov. 18, 2017, https://www.reuters.com/article/us-haiti-military/haitian-army-set-to-make-controversial-return-after-two-decades-idUSKBN1DJ01M.

95. Jake Johnston, Meet the New Haitian Military ? It's Starting to Look a Lot Like the Old One, Ctr. For Econ. & Policy Research, Mar. 16, 2018, http://cepr.net/blogs/haiti-relief-and-reconstruction-watch/meet-the-new-haitian-military-it-s-starting-to-look-a-lot-like-the-old-one.

96. Robenson Geffrard, supra note 35; 500 New Haitian Army Soldiers To Start Basic Training January 2019, L'UNION SUITE (Dec. 2018), https://www.lunionsuite.com/haitian-army-soldiers-training-january/.

97. Woody Duffault, Pèlerin 5 : le Bureau des Avocats Internationaux va Porter Plainte contre les Autorités, LE NOUVELLISTE, July 19, 2018, https://lenouvelliste.com/article/190311/pelerin-5-le-bureau-des-avocats-internationaux-va-porter-plainte-contre-les-autorites.

98. Demande de Mesures Provisoires pour les Requérants ... et ... de Pèlerin 5, au nom de leur communauté, Inter-Am. Comm'n H.R, (filed Feb. 20, 2019), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2019/02/Pelerin-5-Demande-de-mesures-provisoires-Feb-20-2019-client-info-deleted-redacted.pdf; Danio Darius, Il ne peut pas y avoir de déguerpissement sans une décision de justice, LE NOUVELLISTE, July 5, 2018, https://lenouvelliste.com/article/189777/il-ne-peut-pas-y-avoir-de-deguerpissement-sans-une-decision-de-justice.

99. Demande de Mesures Provisoires, at paras. 15, 26.

100. Id. at para. 3.

101. Id. at para. 44.

102. Id. at para. 12.

103. Id. at para. 16.

104. Id. at paras. 47-48.

105. Jake Johnston, A U.N.-Backed Police Force Carried Out a Massacre in Haiti. The Killings Have Been Almost Entirely Ignored, THE INTERCEPT, Jan. 10, 2018, https://theintercept.com/2018/01/10/haiti-raid-united-nations-police-grand-ravine/ [hereinafter U.N.-Backed Police Force].

106. Id.

107. Jacqueline Charles, Haiti Police Find Partial Human Remains in Area Where Journalist Disappeared, MIAMI HERALD, Mar. 29, 2018, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article207261354.html [hereinafter Haiti Police Find].

108. Johnston, U.N.-Backed Police Force, supra note 105.

109. Id.

110. Id.

111. Id.; U.N. Secretary-General, Report of the Secretary-General on the United Nations Mission for Justice Support in Haiti, U.N. Doc S/2018/241 (Mar. 20, 2018), https://undocs.org/en/S/2018/241 [hereinafter U.N. Secretary-General 2018 Report].

112. Haiti Police Find, supra note 107.

113. Johnston, U.N.-Backed Police Force, supra note 105.

114. In November, 2017, a week following the incident, the Prime Minister said investigations were ongoing and the Chief of Police assured that penal sanctions would follow « Ces mesures administratives seront suivies de sanctions pénales, assure le chef de la police. » See Samuel Celiné, Bavure Policière à Grand-Ravine: La Division au Sein de la PNH a Encore Fappé, LE NOUVELLISTE, Nov. 20, 2017, https://lenouvelliste.com/article/179239/bavure-policiere-a-grand-ravine-la-division-au-sein-de-la-pnh-a-encore-frappe.

115. U.N. Secretary-General 2019 Report, supra note 3; U.N. Secretary-General 2018 Report, supra note 113.

116. Haiti police fear the worst in search for missing journalist, FRANCE 24, (Mar. 26, 2018), https://www.france24.com/en/20180326-haiti-police-fear-worst-search-missing-journalist; Haiti Photojournalist Missing in Port-au-Prince, Comm. To Protect Journalists, Mar. 28, 2018, https://cpj.org/2018/03/haitian-photojournalist-missing-in-port-au-prince.php.

117. Gary Allen, Statement from CBU President to Mark Press Freedom Day, NATION NEWS, Mar. 28, 2018, http://www.nationnews.com/nationnews/news/153926/gary-allen-mark-world-press-freedom-day.

118. U.S. DEP'T OF STATE, supra note 11.

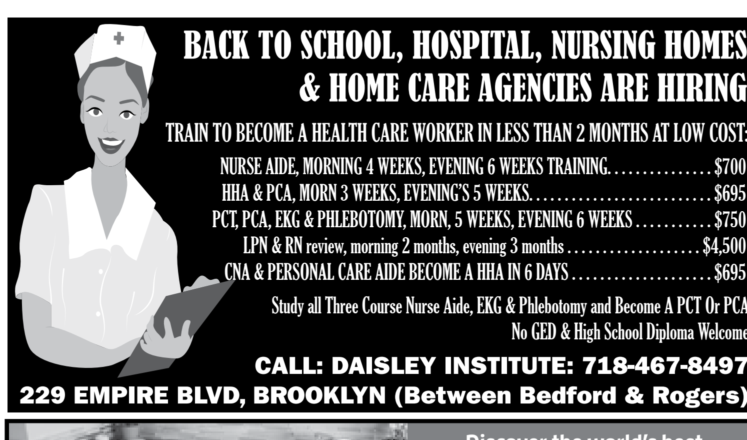
119. Johnston, U.N.-Backed Police Force, supra note 105.

120. Id.

121. Johnston, Haitian Government on the Defensive, supra note 24.

122. Id. at para. 4.; Pierre Kiroul, Poigne de la MINUJUSTH et Indignation Gouvernementale!, HAITI LIBERTE, Feb. 28, 2018, https://haitiliberte.com/poigne-de-la-minujusth-et-indignation-gouvernementale/; Diplomatie: L'Ambassadeur d'Haiti aux Nations-Unies Rappelé Suite à un Communiqué de la Minujusth, VANT BEF INFO (Feb. 28, 2018), https://www.vantbefinfo.com/cooperation-helen-meagher-la-lime-succede-a-suzan-page/.

123. Haiti MINUJUSTH - Helen Meagher La Lime replaces Susan D. Page as special representative, Haiti Politique - Haitian Politics, BELPOLITIK.COM (Sept. 17, 2018), http://www.belpolitik.com/blog/haiti-minujusth-has-a-new-leader-helen-meagher-la-lime.html.









Pleins Feux Sur : Pépé Bayard (Ouanaminthe, 1945 – FL, 2008)

Par Ed Rainer Sainvill

« Un artiste dans l'âme »

Accordéoniste, claviériste et violoniste, Pépé dès l'âge de cinq ans a grandi à Port-au-Prince, du fait que son père alors colonel dans l'armée haïtienne fut affecté dans la ville frontalière de Ouanaminthe. Mais, il s'est retrouvé en ville où dès l'adolescence il a fréquenté l'Institution Saint Louis de Gonzague et a pris part à la fanfare de cet établissement. Entiché de l'intérêt que son rejeton porte à la musique, en 1957, son père le colonel George Bayard offre à son fils un accordéon ''Le piano du pauvre '', à l'occasion de son anniversaire de naissance. Et depuis, il s'est attelé à majorer sa passion pour les claviers. En se faisant piloter par maitre Verna qui entreprit de lui inculquer les premières notions indispensables à son épanouissement musical. Ce qui a résulté en une connaissance adéquate de l'accordéon, alliée à une approche quinteuse imprégnée d'un jeu expressif nanti de clarté.

Prenant de l'appétit aux explorations mondaines, il devient le luron de son entourage, lequel prend amplement avantage de son développement musical. En lui confiant la mission d'animer les occasions spéciales : communion, mariage, baptême, anniversaire etc ; dans des randonnées sélectives. Et, un répertoire qui comprend les plus beaux morceaux du terroir ; ainsi que des airs d'outre-mer. Stimulé par sa renommée montante, en 1960 il forme un petit groupe qui va donner le signal de la génération ***yéyé*** local dont « Les Mordus », « Les Copains », et d'autres, en compagnie



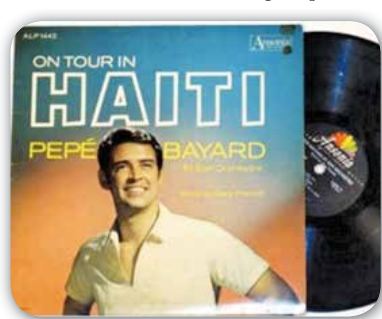
Pépé Bayard

de : Jose Tavernier, Boulo Valcourt, Alix Haspil, Serge Simpson etc. En mettant sur des charbons ardents des adolescents déchainés devant leurs idoles en herbe. En 1963, après avoir bouclé ses études secondaires au ''College Bird", Pépé laisse le pays pour New-York pour des études universitaires. Là- bas, pour subvenir à ses besoins et, payer ses frais scolaires. Il a dû performer chaque week-end dans les clubs. Et voyant le public prenant de plus en plus de l'intérêt dans sa musique.

Il fonde sur cette lancée le groupe «Pépé Bayard et son orchestre ».En valorisant en terre étrangère une kyrielle de compositions traditionnelles, de hits locaux et d'outre- mer qui ont fait les délices de ses compatriotes nostalgiques. En s'imposant en chef d'orchestre suffisant et hâtif, mais surtout comme roi des variétés avec le flair de pouvoir naviguer des pièces aussi différentes que : ***L'amour***, de Léo ferré, ***Choucoune*** de M.Monton et de O. Durand, ***Et maintenant,*** G. Bécaud, ***Ti-krik***, M. Desgrottes, ***Scandale dans la famille*** , S. Distel***, Trois bébés*** , G. Durosier : (réadapt)***, C'était hier*** , de Henry Salvador une des plus mémorables de la voix adaptative de Garry French. Émulateur de Féfé Guignard, Pépé a mis en relief une texture ornée. En faisant évoluer l'accordéon dans un style très orchestral, sous le charme d'un envoutement particulier. Au gré d'une agilité et une simplicité créatrices d'ambiance et de romantisme. Son album ***: ''On tour : Pépé Bayard et son orchestre"*** a mis en valeur des artistes aussi cotés que : Gary French le superbe vocaliste du ***kadans ranpa***, Jean T, Donnay au sax solennel, le talentueux Pat Coby à la batterie, Manno Mathieu à la contrebasse, le fameux Carlos Ramirez au piano, et bien sûr P.B à l'accordéon et chef d'orchestre.

Groupe haïtien pionnier de N.Y, la bande à Pépé a illuminé les premières ambiances, en traçant un chemin que tant d'autres groupes viendront consolider pour faire de cette ville une vraie forteresse musicale en dehors du pays. Personnellement, Pépé s'était aussi distingué dans le port de la chemise *''Guayabera"* cubaine devenue la ''*Royabelle"*, popularisée dans la version locale sous l'étiquette ''Pépé Bayard". Parallèlement, il a poursuivi ses études administratives, qu'il a fini par compléter à l'université de Floride. Subséquemment, il est retourné dans son pays en s'appliquant en homme d'affaires dans la création de diverses entreprises commerciales. A cette intersection,*" time and money"* ont pris la musique à contre -pied. Laquelle devient un hobby sélectif pour Pépé, qui privé du temps adéquat pour la pratiquer professionnellement a dû tirer sa révérence.

Entre temps, sa maison était devenue un lieu de passage pour que amis, artistes- musiciens viennent y voguer à leur aise, dans d'interminables *'jam-sessions".* Et subséquemment, il est retourné se fixer à Miami, tout en retrouvant la musique. En 1998, il renoue pleinement avec sa passion de toujours, en formant un nouveau groupe afin



de se produire en public. Pour revisiter des vieux ponts mis au rancart, durant près de trois décennies. Reprenant du poil et de la bête, tout en montrant des vibrations dans des prestations au ''Tropigala", club situé dans l'enceinte du fameux hôtel Fontainebleau à Miami Beach ; l'ayant autorisé à retrouver l'adulation et le succès. Par la suite, il a pris le cap pour une tournée en Haïti qui l'a emmené à l'hôtel Kinam où il joué en compagnie du groupe « Strings ». Pourtant, c'est au moment de retrouver ses vibrations ultimes dans la musique qu'il est diagnostiqué d'un cancer.

Pour ne pas être en reste, il reconcentre toute son énergie dans la musique. En s'infusant de longues séances de claviers et de l'accordéon. Jusqu'à la formation d'un nouveau groupe en compagnie de jeunes musiciens de différentes filiations du nom de « Pépé Bayard Carribean Pirates Band ». Avec lequel un cd fait de morceaux inédits est en chantier comme œuvre posthume. Une façon pour son entourage qui a mis sur pied ''La Fondation Pépé Bayard", afin de perpétuer son legs personnel, tout en contribuant à la valorisation d'une culture qu'il a aimée sans réserve. Laquelle l'a tenu encore motivé dans la maladie, en le dotant d'un élan apte à promouvoir sa conviction que :*" La musique peut-être un outil indispensable pour éduquer, éveiller l'esprit, stimuler la compréhension et, provoquer souvent le changement.".* Une philosophie qui décrit son cheminement d'artiste dans l'âme, qu'il a rendu un jour de Pâques d'un 23 Mars 2008. Malgré tout, sa résidence à Sunny Isles Beach en Floride est transformée en mini panthéon où sont exposées à côté de ses claviers et accordéons ; ses multiples honneurs et distinctions qui rappellent son ultime passion, la musique.

Certains détails sont tirés d'un profil de l'artiste par Shirley Bayard.